

Catastrophes, crises, urgences
L'Algérie s'impose comme un acteur clé de la sécurité civile P 4

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 4 mars 2026 / N° 1287 / PRIX 20 DA



Mondial 2026
Les Pays Bas,
dernier sparring
pour les Verts P 12



CONSÉQUENCE
DE LA GUERRE
AU MOYEN-ORIENT

LES MARCHÉS DE L'ÉNERGIE ÉBRANLÉS

Les cours du pétrole et du gaz ont fortement augmenté hier, s'envolant pour une troisième séance consécutive, alors que la guerre israélo-américaine contre l'Iran s'étend, menaçant les livraisons de carburant et renforçant les craintes de nouvelles perturbations de l'approvisionnement en pétrole et en gaz au Moyen-Orient. P 3

Pr TALEB CHAHINEZ SOUMIA : « LA SICAR, UNE PREMIÈRE EN ALGÉRIE AU SERVICE DE L'ENTREPRENEURIAT UNIVERSITAIRE » P 7



Zerrouki au Mobile World Congress de Barcelone :
« La politique du spectre représente une décision souveraine, économique et stratégique » P 7

LE MDN DÉVOILE LA STRATÉGIE NATIONALE DE SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION

La cybersécurité aux avant-postes

La stratégie nationale de sécurité des systèmes d'information constitue un cadre global visant à garantir une résilience cybernétique nationale et à protéger les infrastructures numériques de l'Etat et ses données. P 4



ELLE ÉTEND LE CONFLIT AU-DELÀ DE L'IRAN

La riposte de Téhéran rebat les cartes au Moyen-Orient

Alors que les attaques contre l'Iran ont déclenché une chaîne de réactions en cascade, les Émirats arabes unis découvrent la fragilité de leurs alliances et l'illusion d'une protection extérieure. Les ripostes de Téhéran, les fermetures d'ambassades américaines et les tensions dans le détroit d'Ormuz reconfigurent l'équilibre du Moyen-Orient et poussent les puissances du Golfe à affronter une réalité longtemps évitée.

PAR NASSIM TERKI

La guerre déclenchée contre l'Iran le 28 février dernier par les États-Unis et Israël a ouvert une phase nouvelle et bien plus large que les responsables occidentaux semblent l'avoir prévu. En quelques jours, l'ensemble du Golfe a été entraîné dans une spirale de ripostes iraniennes, de fermeture d'ambassades, d'interceptions de missiles et de perturbations économiques qui touchent désormais plusieurs continents. Les premiers à en mesurer la portée sont les Émirats arabes unis. Présentés depuis des années comme un pôle de stabilité, ils subissent aujourd'hui les conséquences directes de leurs choix stratégiques. À Dubaï et Abou Dhabi, les explosions dans le ciel, les incendies dus aux débris de missiles et la panique des touristes ont mis fin à l'image d'un territoire protégé des tensions régionales. Ce climat marque un tournant dans la perception du pays, pourtant habitué à se positionner comme zone neutre, sécurisée et ouverte au monde. Le gouvernement iranien a rapidement étendu sa riposte aux bases américaines du Golfe. Les attaques contre les représentations diplomatiques américaines à Ryad et au Koweït ont forcé Washington à fermer plusieurs ambassades et à évacuer son personnel non essentiel en Irak, en Jordanie et à Ba-

hreïn. Les autorités américaines reconnaissent également la perte de plusieurs soldats. Les centres de données d'Amazon aux Émirats et à Bahreïn ont été touchés, perturbant des infrastructures numériques essentielles pour la région. Pour l'Iran, cette réponse est présentée comme un message clair : il n'acceptera pas une guerre imposée. Les Gardiens de la Révolution affirment que les États-Unis et Israël doivent « s'attendre à des attaques punitives en continu » et préviennent que « les portes de l'enfer » vont s'ouvrir pour les « ennemis » de l'Iran. Ces déclarations, lourdes de sens, montrent que Téhéran cherche à établir un nouvel équilibre où aucune force extérieure ne pourra agir sans réaction. La décision iranienne d'annoncer la fermeture du détroit d'Ormuz, avec la mise en garde selon laquelle tout navire qui tenterait de le franchir serait « brûlé », touche directement l'économie mondiale. Plus de 20 % du pétrole et du gaz naturel liquéfié transitent par ce passage. Les marchés ont immédiatement réagi : chute des Bourses, hausse brutale des cours du pétrole, flambée du prix du gaz européen. Le moindre incident dans le détroit provoque des effets immédiats sur les économies occidentales qui dépendent de ces flux. La crise actuelle met aussi en lumière les choix régionaux des Émirats. Leur implication dans les conflits libyen,

soudanais, malien et yéménite est régulièrement critiquée. En Algérie, le Président Abdelmadjid Tebboune rappelait en mars 2024 : « Partout où il y a des conflits, l'argent de cet État est présent, au Mali, en Libye, au Soudan ». Au Yémen, le soutien d'Abou Dhabi à une faction séparatiste avait provoqué une crise ouverte avec l'Arabie saoudite, allant jusqu'aux bombardements de cargaisons d'armes en provenance des Émirats.

L'alignement stratégique des Émirats avec Israël, notamment après l'affaire du Somaliland, avait déjà affaibli leur crédibilité dans le monde arabe. Aujourd'hui, cet alignement se retourne contre eux. En comptant sur une protection militaire israélienne, Abou Dhabi se retrouve exposé à une confrontation avec l'Iran, son voisin direct. Les frappes sur le site nucléaire de Natanz, les attaques de drones sur l'ambassade américaine en Arabie saoudite, les explosions à Beyrouth et même à Chypre montrent que l'onde de choc s'étend. En Iran, le Croissant-Rouge fait état de plus de 780 morts. Israël affirme avoir visé le siège de la radio-télévision IRIB, sans parvenir à interrompre ses émissions. La di-



mension politique du conflit est tout aussi marquante. Après les déclarations du secrétaire d'Etat américain Marco Rubio, accusant l'Iran de menacer la région, le responsable iranien Abbas Araghchi a répondu : « M. Rubio a admis ce que nous savions tous : les États-Unis sont entrés dans une guerre choisie par et au nom d'Israël. Il n'y a jamais eu de soi-disant menace iranienne ». Cette remarque traduit une ligne de lecture largement partagée au Moyen-Orient, où la guerre est interprétée comme une initiative américaine dictée par les intérêts israéliens. Les événements de ces derniers jours rappellent que la région n'est plus dans la configuration de la décennie précédente. L'Iran montre qu'il peut répondre, cibler des infrastructures sensibles et perturber des flux éco-

nomiques mondiaux. Les États-Unis cherchent à « démentir l'idée d'une improvisation et d'une absence d'objectifs clairs et légitimes » dans leur intervention, mais leurs partenaires régionaux ne semblent pas convaincus. Dans tout le Moyen-Orient, la situation reste très instable. Les ripostes iraniennes se poursuivent contre des sites liés aux États-Unis dans plusieurs pays, tandis que les tensions s'étendent du Liban et jusque dans le Golfe. Les frappes, les fermetures d'ambassades et les perturbations dans le détroit d'Ormuz montrent que le conflit dépasse désormais les deux camps initiaux. Les économies de la région sont touchées, les routes énergétiques sont fragilisées et aucun pays n'est réellement à l'abri d'un effet de contagion. ■

Elle compromet l'accès à l'aide L'escalade touche Ghaza et la Cisjordanie

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a averti hier que l'escalade régionale a un impact direct sur la situation humanitaire à Ghaza, avec la fermeture de tous les points de passage. Le Bureau onusien a expliqué, dans un communiqué, que les rotations des employés des Nations unies ont été reportées, ce qui a conduit à la suspension de l'évacuation médicale et au retour des résidents, malgré les efforts déployés pour maintenir le flux des fournitures, précisant que la poursuite du siège complet menace d'arrêter leurs activités. Il a évoqué également la rationalisation de la consommation du carburant en raison de la baisse des stocks, ce qui a affecté le travail des boulangeries, des hôpitaux et des usines de dessalement d'eau, en plus de la suspension des services de collecte des déchets, notant que dans certaines zones à Ghaza, les résidents ne reçoivent que deux litres d'eau potable par jour, alors que les prix des produits de base commencent à augmenter. En Cisjordanie occupée, le Bureau a signalé la fermeture de la plupart des points de contrôle, empêchant la circulation des Palestiniens et affectant les moyens de subsistance, les services de base et les opérations humanitaires. De plus, il a souligné la nécessité de protéger les civils et d'assurer l'entrée et le mouvement sans entrave de l'aide humanitaire, conformément aux dispositions du droit international humanitaire.

APS

ELLE ROMPT AVEC LA LIGNE EUROPÉENNE DOMINANTE

L'Espagne condamne les frappes américano-sionistes contre l'Iran

Madrid a de nouveau rejeté la politique américaine au Moyen-Orient, affirmant qu'elle ne fournira aucun soutien logistique à l'opération militaire menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran. La position de l'Espagne, annoncée lundi, la distingue parmi les pays européens, dont plusieurs soutiennent les orientations de l'administration Trump. Elle a exprimé son refus de s'associer à la décision de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni de s'engager dans cette guerre et appelle l'Union européenne à s'en tenir au droit international. Le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez a été le premier responsable européen à exprimer son opposition à l'escalade militaire en cours depuis samedi à l'aube. Dans un message publié le jour même sur le réseau social X, il a indiqué qu'il rejetait toute action militaire unilatérale menée

par les États-Unis et Israël contre l'Iran. Il a par ailleurs critiqué les actions menées par les Gardiens de la révolution islamique iraniens, soulignant la nécessité de réduire les tensions. Dans le prolongement de cette position, la ministre espagnole de la Défense, Margarita Robles, a confirmé lundi que les bases militaires conjointes avec les États-Unis en Espagne, notamment Morón et Rota, n'apportent aucun soutien logistique à l'opération militaire contre l'Iran. De son côté, le ministre des Affaires étrangères, José Manuel Albares, a commenté la décision de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne de s'engager dans le conflit au nom de la défense des pays du Golfe et de la neutralisation des capacités balistiques iraniennes. Il a déclaré que « chaque État prend ses propres décisions en matière de politique étrangère. L'Espagne a une position très

claire : elle doit être la voix de l'Europe en ce moment, une voix d'équilibre et de modération, œuvrant à la désescalade et au retour aux négociations ». Il a ajouté que « la logique de la violence que nous observons actuellement ne conduit qu'à une spirale d'affrontements et d'actions militaires unilatérales en dehors du cadre de la Charte des Nations unies, sans démarche collective et sans objectif clairement défini. L'Europe doit défendre le droit international, favoriser la désescalade et promouvoir la négociation ». Sous la direction de Pedro Sánchez, l'Espagne s'est déjà distinguée par ses critiques à l'égard de la guerre à Ghaza, en dénonçant les opérations militaires et en appelant à des sanctions. Elle adopte aujourd'hui une position similaire, estimant que cette nouvelle guerre contre l'Iran contrevient aux principes des Nations unies. Y. R.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdokader Safir, 02 Rue Farid Zouliouache, Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz

www.lexpressquotidien.dz

TEL/fax: 023.70.99.92

Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :

NOURDINE BRAHMI

DIRECTEUR HONORAIRE :

ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À :

L'Entreprise Nationale de communication

d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz

Programation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression:

Société d'Impression

d'Alger (SIA)

Diffusion:

Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

CONSÉQUENCE DE LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Les marchés de l'énergie ébranlés

Les cours du pétrole et du gaz ont fortement augmenté hier, s'envolant pour une troisième séance consécutive, alors que le conflit israélo-américain avec l'Iran s'étend, perturbant les livraisons de carburant et renforçant les craintes de nouvelles perturbations de l'approvisionnement en pétrole et en gaz au Moyen-Orient.

PAR MAHREZ Z.

Depuis le début des attaques dans la région, les infrastructures pétrolières et gazières de plusieurs pays ont été mises à l'arrêt en raison d'attaques de missiles iraniens, ou par mesure de précaution. Le Qatar a interrompu sa production de gaz naturel liquéfié (GNL), et l'Arabie saoudite a fermé sa plus grande raffinerie, alors que la production au Kurdistan irakien est quasiment à l'arrêt. Dans ce contexte de grave crise géopolitique, le prix du pétrole brut Brent s'échangeait autour de 84 dollars durant la journée de cotation, après avoir grimpé à 85,12 dollars le baril, à l'ouverture de la séance, son plus haut niveau depuis juillet 2024. Le pétrole brut américain West Texas Intermediate (WTI) était également en hausse de 7 %, en cours de journée, après avoir atteint son plus haut niveau depuis juin à 77,58 dollars le baril. Les deux contrats ont progressé respectivement de 17 et 16 % depuis la clôture de vendredi, avant le début des attaques. Selon les analystes, le prix du pétrole pourrait atteindre 100 dollars le baril, voire 120 dollars, si le trafic dans le détroit d'Ormuz n'est pas rapidement normalisé. Le marché gazier est également fortement impacté, suite à la décision du Qatar d'interrompre sa production. Le géant énergétique public responsable de la totalité des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) du pays, a annoncé l'arrêt complet de sa production de GNL suite aux frappes de drones iraniens qui ont touché ses installations dans les zones industrielles de Ras Laffan et de Mesaieed. Une décision qui met hors service environ 20 % de la capacité mondiale d'exportation de GNL. Dans ce sillage, les prix de référence du gaz naturel en Europe ont grimpé de 30 % supplémentaires à l'ouverture hier, après une hausse de 40 % lundi. L'arrêt de la production de GNL au Qatar, deuxième exportateur mondial de GNL, bouleverse complètement les marchés mondiaux du gaz, notamment en Asie et en Europe. Celle-



ci est un acheteur important dans le cadre de contrats à long terme, alors que l'Asie - dont la Chine, le Japon, l'Inde et la Corée du Sud - consomme plus de 80 % du GNL qatari. Hier, le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, voie de navigation essentielle représentant environ 20 % de l'approvisionnement mondial en pétrole et en gaz, était interrompu pour la quatrième journée consécutive. La fermeture a eu pour conséquence le blocage de centaines de pétroliers chargés de pétrole et de GNL près de grands centres névralgiques, comme le port de Fujairah aux Émirats arabes unis, incapables d'atteindre leurs clients en Asie, en Europe et ailleurs. Durant la même journée, un réservoir de carburant du port commercial de Duqm, à Oman, a été touché et un incendie s'est déclaré à Fujairah, aux Émirats arabes unis, l'un des principaux centres pétroliers régionaux. Des faits qui exacerbent la crise d'approvisionnement et risquent de faire flamber durablement les cours de l'énergie, car l'Arabie saoudite, les

Émirats arabes unis, l'Irak, le Koweït et l'Iran devront probablement commencer à réduire leur production de pétrole dans les prochains jours, en raison du blocage des voies d'exportation, à moins qu'ils ne trouvent des alternatives. Dans ce contexte tendu, les assureurs ont annulé leurs couvertures du transport via le détroit d'Ormuz, occasionnant une hausse des tarifs du transport maritime mondial de pétrole et de gaz. L'inquiétude s'est accrue après la diffusion, lundi, d'un article dans les médias iraniens rapportant qu'un haut responsable des Gardiens de la révolution iraniens avait déclaré que le détroit était fermé et avertissait que l'Iran tirerait sur tout navire tentant de le franchir. S'ils s'installent sur la durée, le blocage du détroit d'Ormuz et les arrêts de production dans les pays du golfe pourraient engendrer une nouvelle crise énergétique mondiale, car le marché de l'énergie n'est plus seulement volatil, il est entré, en l'espace de deux jours, dans une phase de rupture structurelle. ■

ELLE APPELLE À UN CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT

Moscou multiplie les contacts

Alors que l'Europe peine à faire entendre une position commune face à l'escalade au Moyen-Orient, la Russie tente d'occuper l'espace diplomatique laissé vacant. Moscou multiplie les initiatives pour promouvoir un cessez-le-feu et éviter un embrasement régional, au moment où plusieurs pays du Golfe, qui abritent des bases militaires américaines visées par des frappes iraniennes, s'interrogent sur la conduite à tenir. Le président russe Vladimir Poutine s'est entretenu successivement avec les dirigeants de l'Arabie saoudite, du Qatar, des Émirats arabes unis et du Bahreïn. À chacun, il a exprimé la disponibilité de la Russie à contribuer à la stabilisation de la situation et à favoriser une issue politique au conflit. Moscou adopte une ligne claire : priorité au cessez-le-feu et à la protection des civils. Dans un communiqué, le ministère russe des Affaires étrangères a appelé toutes les parties à mettre fin immédiatement aux hostilités et à garantir la sécurité des populations et des infrastructures



civiles. La Russie accuse par ailleurs Washington et Tel-Aviv d'avoir provoqué une escalade dangereuse et d'avoir compromis les efforts de normalisation engagés ces dernières années entre l'Iran et ses voisins arabes. Lors de son échange avec le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, Vladimir Poutine a insisté sur la nécessité d'un règlement par des moyens

politico-diplomatiques. Riyad a, de son côté, reconnu que Moscou pouvait jouer un rôle stabilisateur, compte tenu de ses relations à la fois avec Téhéran et avec les capitales du Golfe. Le même message a été porté dans les entretiens avec l'émir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani, ainsi qu'avec le roi de Bahreïn, Hamad bin Isa Al Khalifa. Tous ont souligné le risque d'une extension du conflit à l'ensemble de la région et la nécessité d'éviter une escalade incontrôlée. Les discussions ont mis en avant l'option du dialogue et la recherche d'un cadre politique susceptible de contenir les tensions. En se positionnant ainsi comme médiateur potentiel, Moscou cherche à renforcer son influence régionale et à apparaître comme un acteur capable de dialoguer avec l'ensemble des protagonistes. Dans un contexte de tensions extrêmes et d'incertitude stratégique, la diplomatie russe tente d'imposer l'idée qu'aucune solution durable ne peut être obtenue par la seule voie militaire. ■

Éditorial l'EXPRESS

CHOC

PAR MAHDI B.

Sur les marchés européens, mais également aux États-Unis et sur les places asiatiques, très gourmandes en produits pétroliers, c'est l'expectative et l'effroi devant la tournure inattendue prise par la guerre imposée à l'Iran par Washington et son allié sioniste. Aucun des principaux conseillers de Trump n'a vu venir la grande menace sur les marchés de l'énergie qu'est en train de provoquer l'agression injustifiée et condamnable de l'Iran, qui a déjà coûté la vie au président Ali Khamenei et à des dizaines d'Iraniens. «Nous attaquerons également les oléoducs et nous ne laisserons pas une seule goutte de pétrole quitter la région», a affirmé le général Sardar Ebrahim Jabbari sur le compte Telegram des Gardiens de la Révolution, ajoutant que les prix du pétrole allaient «atteindre 200 dollars dans les jours qui viennent». Cette affirmation, qui intervient au lendemain de la décision de Téhéran de fermer le détroit d'Ormuz par où passent quotidiennement 20% de la consommation mondiale de pétrole et de GNL, a donné autant un coup de fouet aux prix du brut et fait grimper les cours du gaz, qu'elle est annonciatrice d'un très prochain choc pétrolier qui ferait grimper les prix du brut à plus de 320 dollars/baril. Pour l'instant, l'Iran est en train de frapper tous les sites de production et de stockage de pétrole et de gaz des pays producteurs du Golfe, ce qui a provoqué autant une panique sur les marchés d'actions et des matières premières dont le pétrole, que l'impuissance des pays touchés à parer à ces attaques, au-delà de décisions allant dans le sens de l'interruption de la production sur sites et des approvisionnements des clients par le détroit d'Ormuz. Une situation qui commence à créer un désordre total sur les marchés, alors que les compagnies maritimes et les donneurs d'ordre ont interrompu le trafic et les livraisons de pétrole devant passer par le détroit d'Ormuz, une voie maritime stratégique pour les livraisons de produits pétrochimiques. Autre souci des marchés, les attaques de drones iraniens contre les infrastructures pétrolières et gazières des pays du Golfe. Après l'interruption par le Qatar de la production de GNL après que ses installations eurent été visées, et l'interruption dans la même journée de lundi de la production de l'une des plus grandes raffineries d'Arabie Saoudite, celle de Ras Tanura de Saudi Aramco, et les sites de stockage d'Oman, aux Émirats la chute de débris d'un drone a déclenché un incendie dans la zone industrielle pétrolière de Fujairah (FOIZ). Une zone qui abrite la plus grande capacité de stockage commercial du Moyen-Orient pour les produits pétroliers raffinés. Et les attaques de l'Iran contre les installations pétrochimiques des pays du Golfe, en riposte aux attaques américano-sionistes contre les villes du pays, ne vont pas cesser, et devraient s'intensifier. Ce qui à brève échéance va plonger le marché des produits pétrochimiques dans une profonde crise, car la prévision de certains analystes selon laquelle la guerre ne va pas trop durer tombe à l'eau. Et il est fort probable que l'Iran va cibler toutes les installations énergétiques des pays de la région dans les prochaines 36 heures. Hier mardi, les prix du Brent ont augmenté de 5,25% à 81,82 dollars vers 12.30, alors que le brut de référence américain grimpait de 5,38% à 75,06 dollars. Et, sur ce chapitre, Donald Trump a déjà perdu la bataille car selon des analystes, les prix élevés du pétrole seraient le talon d'Achille du président américain, qui avait promis à plusieurs reprises de faire baisser les prix, alors qu'il doit préparer les élections de mi-mandat en novembre. Or, si les réserves stratégiques des pays importateurs de pétrole et de gaz permettent de combler temporairement le manque de livraisons, une guerre trop longue, au-delà d'un mois, pénaliserait d'une part les alliés de Trump dont les pays asiatiques alimentés en brut à partir du détroit d'Ormuz, et d'autre part les économies des grandes puissances industrielles, trop dépendantes des énergies fossiles pour leurs industries et une grande partie de la consommation domestique en ce qui concerne le gaz. Alors, dans ces conditions, il faudra probablement s'attendre à un prochain choc pétrolier que ne pourront éviter des pays producteurs comme la Norvège ou la Grande-Bretagne, et même les États-Unis, eux-mêmes gros consommateurs.

Djellaoui inspecte les chantiers de la ligne ferroviaire minière Est entre Dréa et Oued El Kebrit



Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a inspecté, hier, les chantiers du projet de la ligne ferroviaire minière Est dans son segment reliant sur 30 km les localités de Dréa et d'Oued El Kebrit, dans la wilaya de Souk Ahras. Après avoir écouté un exposé détaillé sur le taux d'avancement des travaux, le ministre a insisté sur la nécessité de livrer le projet «avant les délais fixés», soulignant l'importance d'un travail coordonné avec les autorités locales pour «trouver des solutions aux obstacles qui viendraient à apparaître», et «accélérer le rythme des travaux, tout en veillant à mobiliser toutes les ressources humaines et matérielles pour garantir le respect des délais contractuels».

M. Djellaoui devait tenir dans la soirée une séance de travail au siège de la wilaya de Souk Ahras en présence du wali, Abdelkrim Zinai, du directeur général de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), Azzedine Fridi, ainsi que des gestionnaires des entreprises nationales de réalisation et du partenaire étranger. Le ministre devait poursuivre sa visite hier en inspectant le chantier du tronçon ferroviaire Bouchegouf (Guelma)-Dréa sur 121 km.

M. Djellaoui avait inspecté dans la wilaya de Tébessa, dans le cadre de ce même projet, l'avancement des travaux de construction de deux passages supérieurs et de deux ouvrages d'art situés dans la commune d'El-Houidjbat.

Lutte contre la drogue Plus de 34 000 capsules psychotropes saisies à El Meghaïer

La police d'El Meghaïer a saisi 34 150 capsules psychotropes et arrêté trois suspects, ont indiqué hier les autorités.

L'opération a été menée par la police judiciaire à la suite d'une enquête de terrain approfondie ayant permis de démanteler un réseau soupçonné de trafic et de stockage de stupéfiants dans un verger privé. Une descente coordonnée a conduit à la saisie des capsules, identifiées comme étant de la prégabaline à 300 mg.

Trois individus, âgés de 20 à 30 ans, ont été placés en garde à vue, et le véhicule utilisé pour le transport des stupéfiants a été saisi. Les suspects ont depuis été déférés devant le procureur du tribunal d'El Meghaïer, a indiqué la police.

LE MDN DÉVOILE LA STRATÉGIE NATIONALE DE SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION

La cybersécurité aux avant-postes

L'Agence de la sécurité des systèmes d'information du ministère de la Défense nationale a publié, hier, la première édition de la stratégie nationale de sécurité des systèmes d'information pour la période 2025-2029, telle qu'approuvée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«**D**ans le cadre de la protection des institutions de l'Etat et des instances nationales de toute forme de menaces dans l'espace cybernétique, l'Agence de la sécurité des systèmes d'information du ministère de la Défense nationale a publié ce mardi 03 mars 2026, la stratégie nationale de sécurité des systèmes d'information pour la période 2025-2029 (SNSSI 2025-2029), dans sa première édition, qui a été approuvée par Monsieur le président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, Monsieur Abdelmadjid Tebboune», précise le communiqué.

La même source explique que la stratégie nationale de sécurité des systèmes d'information constitue un cadre global visant à garantir une résilience cybernétique nationale et à protéger les infrastructures numériques de l'Etat et ses données.

Elle vise également à prémunir le citoyen des menaces évoluant dans le cyberspace, notamment à travers l'orientation stratégique visant à accélérer le processus de transformation numérique dans l'ensemble des institutions de l'Etat.

Et pas seulement. Cette stratégie représente, également, une feuille de route permettant la préservation de



la souveraineté numérique nationale, de garantir la continuité des services publics essentiels, et de renforcer la confiance du citoyen dans l'environnement numérique de l'Etat, a

souligné la même source.

Enfin, le document du MDN conclut en notant que les citoyens peuvent consulter les principaux axes de la stratégie nationale de la sécurité des

systèmes d'information 2025-2029, via le lien dédié à cet effet sur le site Web du ministère de la Défense nationale : www.mdn.dz.

N.B.

CATASTROPHES, CRISES, URGENCES

L'Algérie s'impose comme un acteur clé de la sécurité civile

PAR BOUALEM B.

En participant activement aux travaux stratégiques de l'Organisation internationale de protection civile (OIPC), l'Algérie confirme son rôle croissant dans la coopération mondiale face aux crises et aux catastrophes.

Le colonel Boualem Bourelaf, directeur général de la Protection civile, accompagné du colonel Doudah Guerrach, directeur des études, a pris part hier à une session extraordinaire en visioconférence du Conseil exécutif de l'OIPC. Au menu de cette session, les grandes priorités de l'organisation dans un monde où les catastrophes s'enchaînent et se compliquent. Les échanges ont donné l'opportunité d'évaluer les actions récentes dans les interventions humanitaires et les opérations à toutes les échelles dans le monde entier. Les membres du conseil ont analysé ce qui est bien et ce qu'il y a à corriger dans les interventions d'urgence, qu'il s'agisse de catastrophes, de crises humanitaires ou d'accidents industriels. Pour les participants, il est clair qu'il faut parvenir à mieux coordonner les efforts entre pays pour agir plus vite et mieux combiner les moyens de chacun. Au-delà des aspects techniques, cette rencontre a surtout permis de sceller les orientations budgétaires pour 2026. Ce qui est très important



car c'est le socle qui garantit à l'OIPC les moyens de ses ambitions, lui permettant d'épauler concrètement les secours nationaux à travers le globe. Pour l'Algérie, réélue au Conseil exécutif jusqu'en 2028, cette présence est tout sauf symbolique. Elle traduit une volonté de peser sur les décisions mondiales en matière de sécurité. Dans un monde où le dérèglement climatique multiplie les catastrophes et où les crises humanitaires s'enracinent, le temps

des initiatives isolées est révolu. Aujourd'hui, partager les expertises et coordonner les réponses n'est plus un simple idéal de coopération, c'est une urgence vitale. En étant au cœur de ces discussions, la Protection civile algérienne a réaffirmé sa détermination à contribuer à une réponse collective plus rapide, plus solidaire et plus efficace. Pour la Direction générale de la Protection civile (DGPC), l'enjeu est double : contribuer aux orientations mon-

diales de prévention et s'imprégner des meilleures pratiques internationales pour moderniser ses propres protocoles. Dans un contexte de multiplication des risques, cette coopération renforcée apparaît comme la seule voie possible pour une mobilisation collective réellement efficace. Cette implication internationale trouve son écho concret dans les nombreuses missions menées par les sapeurs-pompiers algériens à l'étranger. De l'Arménie en 1988 au Népal en 2015, en passant par l'Iran, la Turquie et la Syrie après les séismes dévastateurs de 2023, où les équipes ont secouru 13 personnes et extrait des dizaines de dépouilles des décombres, ou encore à Derna, en Libye, suite aux inondations catastrophiques, les détachements algériens se sont souvent distingués par leur réactivité et leur professionnalisme. Ces interventions, menées parfois de manière singulière pour un pays africain sur les théâtres de crise, ont récemment valu à la Protection civile algérienne d'être distinguée dans une étude internationale parmi les dix meilleurs services mondiaux. Elles traduisent la capacité de notre pays d'aller au-delà des discours pour agir, ce qui ne peut que renforcer sa crédibilité, et renforcer par la même occasion sa capacité à agir sur la scène mondiale et au sein des institutions comme l'OIPC. ■

POUR STABILISER LE SECTEUR

Le SNTT veut des mesures concrètes

« Dans une correspondance adressée au Premier ministre, le Syndicat national des transporteurs par taxi (SNTT) a plaidé pour la concrétisation des conclusions issues de la rencontre du 17 janvier 2026. L'organisation syndicale appelle à traduire les engagements officiels en mesures concrètes, afin de stabiliser le secteur et d'optimiser les conditions d'exercice du métier, au bénéfice direct de la qualité du service public ».

PAR MERIEM KACI

« **P**rès de deux mois après l'audience accordée par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, aux représentants des syndicats de transport, le SNTT a adressé, dimanche dernier, une correspondance au chef de l'Exécutif. Le syndicat l'exhorte à assurer le suivi et la concrétisation des conclusions de cette rencontre. Selon le syndicat, cette étape a été déterminante pour restaurer la confiance et ouvrir des perspectives prometteuses dans la prise en charge des revendications des chauffeurs de taxi.

Le syndicat précise que les professionnels du secteur aspirent à la concrétisation de ce processus participatif par des mesures tangibles. Celles-ci devraient favoriser la stabilité de la profession et en moderniser les modalités d'exercice, au bénéfice direct du citoyen. Dans sa correspondance, le syndicat a plaidé pour « la poursuite de l'accompa-

gnement de cette dynamique, notamment pour résoudre les problèmes d'ordre réglementaire et professionnel ».

L'une des revendications phares porte sur l'intégration des transporteurs au dispositif de l'auto-entrepreneur. Une proposition qui aurait reçu, selon le syndicat, « un écho favorable » lors de la rencontre tenue le 10 février dernier avec le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. Ce statut, régi par la loi n°22-23 et géré par l'ANAE (Agence nationale de l'auto-entrepreneur), est perçu comme une solution idoine pour régulariser la profession, notamment après les débats sur le Code de la route, et offre l'avantage d'un cadre fiscal simplifié et d'une couverture sociale via la CASNOS. Le SNTT plaide également pour une « actualisation » des textes réglementaires et des décrets exécutifs régissant la profession. L'objectif, ajoute la même source, est de mettre le ca-



dre juridique « en adéquation » avec les mutations économiques et les nouvelles réalités du terrain auxquelles font face les transporteurs. L'organisation syndicale a réitéré sa demande de révision de la tarifica-

tion, sollicitant une mise à jour des tarifs indexée sur l'évolution des charges d'exploitation, afin de concilier les impératifs de pérennité de l'activité avec les capacités financières du citoyen. Certains syndicats

ont appelé à ce que la révision des tarifs repose sur une étude encadrée par des experts indépendants et des cabinets de comptabilité agréés, conformément aux textes réglementaires. ■

Construction d'établissements scolaires Le ministère appelle au respect des délais de réalisation



Les autorités locales, à travers l'ensemble des wilayas du pays, poursuivent leurs efforts pour assurer le suivi des projets de réalisation des infrastructures scolaires, en prévision de la rentrée 2026/2027. C'est ce qu'a annoncé hier le ministère de l'Intérieur dans un communiqué rendu public. En effet, le ministère a expliqué que cette démarche, mise en œuvre conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, prévoit l'organisation de « sorties de terrain périodiques » ainsi que la tenue de « réunions de coordination » afin d'évaluer l'état d'avancement des travaux de construction des groupes scolaires, collèges et lycées, notamment ceux appelés à entrer en service au cours du prochain exercice scolaire. L'opération concerne en particulier les établissements implantés dans les nouveaux pôles urbains et les cités d'habitation récemment créées, où la demande en structures éducatives connaît une croissance soutenue. À travers cette mobilisation, les pouvoirs publics entendent absorber l'augmentation du nombre d'élèves et garantir une répartition équilibrée des effectifs entre les différents établissements, afin de réduire la surcharge des classes et d'améliorer les conditions de scolarisation. Le ministère a, en outre, insisté sur l'importance de respecter les délais de réalisation, de se conformer aux normes techniques en vigueur et d'assurer la qualité des travaux. Il a également souligné l'importance d'accélérer l'équipement des nouveaux établissements en mobilier scolaire et en matériel pédagogique, afin de garantir leur pleine opérationnalité dès la prochaine rentrée.

EXPOSITION DE LA « FAMILLE ET LA FEMME PRODUCTIVE »

Une plateforme privilégiée pour l'échange d'expertises

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a présidé, hier, à la Villa Boukine à Alger, l'ouverture de la sixième édition de l'exposition de la famille et la femme productive, dédiée au corps diplomatique accrédité en Algérie.

Dans son allocution, Mme Mouloudji a affirmé que ce rendez-vous annuel se veut une vitrine des succès de la femme algérienne dans les domaines de l'investissement et de l'entrepreneuriat, contribuant à la prospérité de l'économie nationale, tout en constituant une plateforme privilégiée pour l'échange d'expertises et le partage d'expériences entre les exposantes et les participantes ».

Mme Mouloudji a ajouté que ce rendez-vous témoigne de « l'engagement continu et de la détermination constante dont fait preuve la femme algérienne pour être à la hauteur des grands défis que relèvent les hautes autorités du pays ». La ministre a également réaffirmé l'engagement de son secteur en faveur de l'autonomisation économique de la femme algérienne. Elle a précisé que cet objectif se traduit par le lancement de programmes ciblés, portés par une conviction profonde en le potentiel et l'excellence des femmes, particulièrement celles résidant dans les zones rurales, montagneuses et sahariennes.

La ministre a également souligné l'intérêt particulier qu'accorde l'Etat à la condition féminine à travers divers programmes et manifestations, pour renforcer l'accès de la femme aux différents dispositifs mis à sa disposition grâce à une action intégrée et coordonnée entre l'ensemble des secteurs et des organismes publics.

Poursuite des inscriptions pour bénéficier du programme de soutien aux familles productives

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme



a fait part de la poursuite des inscriptions pour bénéficier du programme « Famille productive » au titre de l'année 2026, lancées à la mi-février dernier, en vue de soutenir les familles à faible revenu.

Dans ce cadre, le directeur de la protection et de la promotion de la famille au ministère de la Solidarité nationale, Mohamed Meddall, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que le ministère avait lancé, le 15 février dernier, les inscriptions au programme « Famille productive » au titre de l'année 2026, visant à « assurer l'autonomisation économique des familles, à travers leur accompagnement dans la création de petits projets générateurs de revenus, en adéquation avec leurs compétences et capacités ».

Il a expliqué que les inscriptions sont ouvertes aux familles et aux femmes souhaitant bénéficier de ce programme, dont peuvent profiter le chef ou la cheffe de famille, ainsi que la femme prenant en charge ses parents ou ses frères, conformément aux dispositions du décret exécutif n° 25-236 fixant les conditions et les modalités de bénéfice du programme « Famille productive ».

Les inscriptions s'effectuent via une plateforme numérique dédiée à cet effet ou en se rapprochant des directions de l'action sociale (DAS) relevant du secteur de la So-

lidarité nationale, a précisé M. Meddall, ajoutant que le soutien aux familles productives consiste en la fourniture d'équipements et de matériels utilisés pour la création de projets couvrant plusieurs domaines, à l'instar de l'art culinaire et la pâtisserie, la production de différents types de pâtes, la couture et la broderie, les activités artisanales (poterie, céramique, bijouterie), ainsi que d'autres activités telles que l'apiculture et l'extraction d'huiles naturelles. Ce programme prévoit également d'autres mesures d'accompagnement, notamment l'organisation de sessions de formation sur les techniques de création de projets, outre l'octroi de facilités aux familles productives pour la commercialisation de leurs produits. A cet effet, les DAS ont organisé plusieurs campagnes de sensibilisation pour assurer une large promotion de cette opération, à travers l'organisation de journées d'information et de sorties de terrain visant à faire connaître les avantages du programme et les conditions pour en bénéficier. Ces directions veillent également à aider les familles à préparer leurs dossiers et à les orienter vers des projets adaptés à leurs compétences, outre l'accompagnement des candidats à l'inscription via la plateforme numérique dédiée à l'opération, a ajouté M. Meddall. ■

Energie

Evaluation des dispositions liées à la rationalisation de la consommation

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, M. Mourad Adjal, a présidé, lundi à Alger, une réunion consacrée à l'examen de nombre de dossiers liés au programme national de rationalisation de la consommation d'énergie et d'amélioration de l'efficacité énergétique, indique un communiqué du ministère.

S'inscrivant dans le cadre du suivi de l'activité du secteur, cette réunion, tenue en présence de cadres du ministère, a permis d'évaluer l'état de mise en œuvre des mesures et dispositions liées à la rationalisation de la consommation d'énergie et à l'amélioration de l'efficacité énergétique, précise la même source.

Lors de cette rencontre, le ministre a suivi des présentations détaillées sur les dossiers inscrits à l'ordre du jour, avant de donner ses orientations et instructions sur les questions examinées, conclut le communiqué. **R. E.**

Mines

Le potentiel national insuffisamment exploré, selon des experts

Des experts et universitaires ont souligné, lundi à Alger, l'importance stratégique du secteur minier dans le développement économique national, mettant en avant son rôle dans la consolidation de la souveraineté nationale et la diversification de l'économie. Ils intervenaient lors d'un séminaire organisé par l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), sous le thème : «Du plan de libération nationale à l'autonomisation et au développement : stratégie de mobilisation globale et nationalisation des mines comme pierre angulaire du parcours national (1926-2026)», en présence de chercheurs, d'historiens, de cadres de l'Etat et de professionnels du secteur, rapporte l'APS. Dans son allocution d'ouverture, le directeur général de l'INESG, Abdelaziz Medjahed, a indiqué que cette rencontre coïncide avec le centenaire de la création de l'Etoile nord-africaine (ENA), le 2 mars 1926, dont le programme politique revendiquait la récupération des richesses nationales, notamment minières.

Il a rappelé que les mines ont été nationalisées le 6 mai 1966, estimant que cette décision a consacré la souveraineté de l'Algérie sur ses ressources naturelles. Il a également souligné que, durant la période coloniale, le secteur minier algérien contribue principalement aux besoins de l'industrie française.

Pour sa part, l'enseignant et historien à l'Ecole normale supérieure de Bouzaréah, Saïdi Meziane, a relevé que le programme de l'ENA accordait une place centrale à la question de la souveraineté nationale sur les richesses du pays et à l'intégrité territoriale, considérant que ces principes ont constitué l'un des fondements du mouvement national.

Dans une rétrospective du secteur, il a indiqué que l'exploitation minière en Algérie a débuté à grande échelle à partir de 1871, avec l'exportation vers la France de ressources telles que les phosphates, le fer, le plomb, le zinc, le charbon et le marbre.

De son côté, l'expert du secteur des mines, Rachid Tridi, a affirmé que l'ENA revendiquait la restitution à l'Etat algérien des mines et d'autres secteurs stratégiques. Il a estimé que la nationalisation des mines a permis à l'Algérie de disposer pleinement de ses ressources naturelles.

L'expert en économie industrielle, Réda Amrani, a mis en avant le potentiel minier national, considérant qu'il demeure insuffisamment exploré. Il a plaidé pour un renforcement de la coordination entre la Société nationale de recherche et d'exploitation minières (SONAREM) et Sonatrach, afin d'optimiser l'exploitation des données disponibles sur les gisements. Pour sa part, l'expert en géologie, Messaoud Houfani, a évoqué les projets structurants lancés ces dernières années dans le secteur, citant notamment la mine de fer de Gara Djebilet, le projet intégré de phosphate de Bled El Hadba et la mine de zinc et de plomb de Tala Hamza. Selon lui, ces projets devraient contribuer au développement des activités minières et sidérurgiques et renforcer la place de l'Algérie sur les marchés extérieurs. **R. E.**

L'ALGÉRIE PARTICIPE À LA 60^E ÉDITION D'ITB BERLIN

Valoriser et promouvoir les atouts touristiques

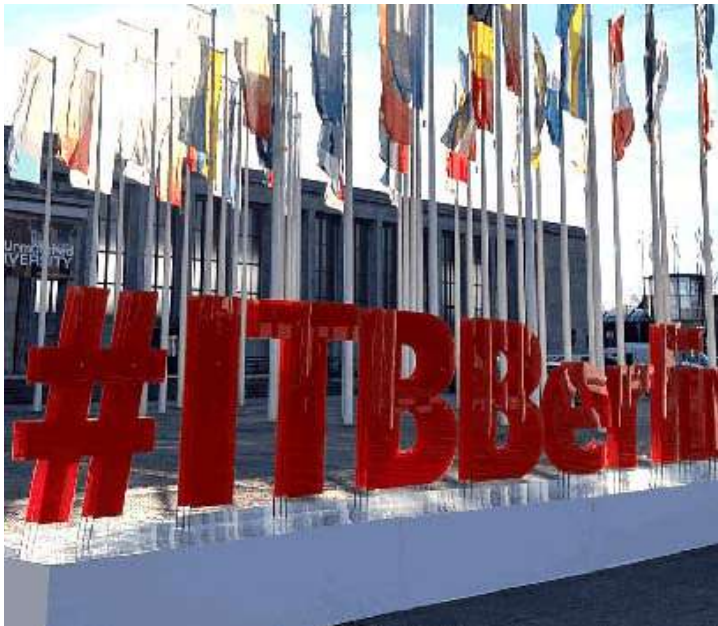
L'Office national du tourisme (ONT) annonce la participation de l'Algérie à la 60^e édition du salon international du tourisme, qui se tient du 3 au 5 mars 2026 à Berlin, en Allemagne. L'Algérie met l'accent sur la valorisation de ses atouts touristiques à travers un pavillon dont l'architecture reflète l'authenticité culturelle et historique du pays.

PAR FATIHA AMALOU

«**D**ans le cadre du plan d'action 2026 de l'Office national du tourisme et afin de renforcer ses efforts de promotion internationale, le secteur du tourisme et de l'artisanat participe à ITB Berlin 2026, la 60^e édition du salon international du tourisme, qui se tient du 3 au 5 mars 2026 à Berlin, en Allemagne», a indiqué hier l'office dans un communiqué publié sur sa page officielle facebook.

ITB Berlin est la première plateforme mondiale pour l'industrie du voyage et du tourisme. Elle réunit chaque année les principaux acteurs professionnels dans un espace professionnel et commercial complet. Elle sert également de plateforme B2B pour explorer les tendances émergentes du secteur, favoriser les partenariats internationaux et se tenir informée des évolutions des marchés touristiques mondiaux. Cette édition devrait attirer plus de 100 000 visiteurs professionnels et accueillir plus de 5 800 exposants représentant plus de 190 pays.

Les touristes allemands sont connus pour leur passion du voyage et leur goût pour la découverte de destinations nouvelles et sûres, loin des lieux touristiques traditionnels et surpeuplés. Cet événement représente une opportunité stratégique



pour mettre en valeur la diversité de l'offre touristique algérienne, qui allie le désert du Sahara, les plages, les villes historiques et un riche patrimoine culturel. Ces atouts font de l'Algérie une destination prometteuse pour les touristes allemands en quête d'expériences uniques et authentiques.

«C'est pourquoi la participation de l'Algérie à cette édition mettra l'accent sur la valorisation de ses atouts touristiques à travers un pavillon dont l'architecture reflète l'authenticité culturelle et historique du pays. Le pavillon soulignera le dé-

sert du Sahara comme un élément distinctif et attractif et sera équipé de tous les outils technologiques et de communication nécessaires à l'organisation de rencontres professionnelles et d'activités promotionnelles», ajoute l'ONT.

Divers supports promotionnels seront présentés, tels que des brochures, des dépliant et des films informatifs, ainsi que des visites virtuelles 3D des principaux sites touristiques d'Algérie, afin d'enrichir l'expérience des visiteurs et de susciter leur intérêt pour le pays. Pour dynamiser le pavillon algérien tout au

long de l'événement, des exemples de produits artisanaux traditionnels, notamment des tapis et des bijoux traditionnels, seront exposés, permettant aux visiteurs d'apprécier la richesse et l'authenticité du patrimoine culturel algérien, précise l'office.

L'ITB Berlin 2026 est le salon mondial du tourisme, crucial pour définir les tendances de l'industrie, le réseautage B2B et l'innovation. Pour son 60^e anniversaire, il se concentre sur le thème «Un tourisme équilibré», la durabilité, la technologie (IA) et la croissance du tourisme médical.

C'est un point de rencontre central où des milliers de décideurs, tour-opérateurs et hôtels signent des contrats, renforçant les partenariats mondiaux. L'édition 2026 aborde les défis futurs en cherchant un équilibre entre le développement touristique et la durabilité, avec 400 experts discutant sur 17 thématiques.

Avec six halls dédiés aux technologies du voyage (IA, paiements, hôtellerie), le salon met en avant des solutions technologiques de pointe. L'ITB Berlin 2026 est indispensable pour comprendre les nouvelles tendances durables, rencontrer des partenaires internationaux et découvrir les innovations technologiques qui façonneront le voyage, notamment dans le contexte d'une reprise de la demande mondiale. ■

IMPORTATION DES PRODUITS PLASTIQUES

La facture pointée à 2,98 milliards de dollars en 2025

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a enregistré 675 projets d'investissement dans la filière plastique, d'une valeur de plus de 138 milliards de dinars, a indiqué lundi à Alger le Directeur général de l'agence, Omar Rekkache, soulignant le rôle stratégique de cette filière dans la diversification de l'économie nationale et le renforcement de la transformation industrielle.

M. Rekkache s'exprimait lors d'un atelier consacré à la filière plastique et polymères, co-organisé par l'AAPI et le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), sous le thème «Renforcer la croissance économique à travers une orientation stratégique de l'investissement productif», en présence d'opérateurs économiques de la filière et de représentants de plusieurs départements ministériels et d'organismes concernés, selon l'APS.

Dans son allocution à cette occasion, M. Rekkache a précisé que le nombre de projets d'investissement enregistrés au niveau des guichets uniques décentralisés et du guichet unique des grands projets et des investissements étrangers de l'agence a atteint, entre le 1^{er} février 2022 (date du lancement de l'AAPI) et fin février 2026, 675, d'une valeur to-

tale déclarée de 138,7 milliards de dinars.

Ces projets, susceptibles de créer 15.150 emplois directs, sont répartis entre 383 nouveaux projets et 292 projets d'extension, a-t-il ajouté, faisant état de six investissements directs étrangers et de 18 projets en partenariat avec des opérateurs locaux.

Détaillant ce bilan, le Directeur général de l'AAPI a fait savoir que 26 projets ont été enregistrés dans cette filière en 2022 (novembre et décembre), 169 en 2023, 206 en 2024 et 239 en 2025, tandis que 35 ont été enregistrés en janvier 2026, ce qui reflète «l'intérêt croissant pour l'investissement dans cette filière».

Il a, en outre, fait état de l'entrée en phase d'exploitation de 51 projets, soulignant que les états d'avancement de 242 projets montrent que ces derniers ont atteint des stades avancés de réalisation, ce qui, a-t-il dit, «témoigne d'une dynamique réelle dans le processus de concrétisation des projets, confirmant le passage de la filière de la phase d'enregistrement des investissements à celle de la mise en œuvre et de la production effective».

M. Rekkache a estimé que le succès du développement de cette filière

en Algérie est étroitement lié au taux d'intégration locale et à sa capacité à créer de la valeur ajoutée, au-delà du seul volume de production.

Relevant que la facture d'importation des matières et produits plastiques s'est élevée à 2,79 milliards de dollars en 2024 avant de passer à 2,98 milliards de dollars en 2025, il a insisté sur la nécessité d'oeuvrer à la localisation d'investissements pouvant se substituer à ces importations, augmenter le taux d'intégration nationale et réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le président du CREA, Kamel Moula, a affirmé que cette filière «ne constitue pas une simple activité industrielle technique, mais une base structurelle soutenant de nombreux secteurs vitaux de l'économie nationale», soulignant que «les entreprises algériennes ont su, au cours des dernières années, développer une grande expertise et acquérir des compétences techniques et des capacités de production importantes, qui permettent non seulement de couvrir une grande partie des besoins du marché national, mais aussi d'envisager une nouvelle étape axée sur le développement de

l'innovation et l'augmentation de la valeur ajoutée».

Concernant la coopération entre le CREA et l'AAPI, il a expliqué qu'elle repose sur une méthodologie de travail fondée sur l'étude de chaque spécialité professionnelle de manière distincte afin de parvenir à des solutions pratiques et précises permettant de renforcer la base industrielle nationale, réduire la dépendance aux importations, créer de la valeur ajoutée localement et ouvrir de nouvelles perspectives vers les marchés régionaux et internationaux.

Cet atelier a donné lieu à des débats au cours desquels ont été présentées des propositions visant à renforcer les perspectives de développement de cette filière et les opportunités d'investissement dans ce secteur.

Il s'agit du premier d'une série d'ateliers co-organisés par l'AAPI et le CREA, dans le cadre de la convention de partenariat signée entre les deux organismes en mars 2023. Le prochain atelier sera dédié à l'industrie pharmaceutique.

A travers ces rencontres, les deux parties s'emploient à contribuer à orienter efficacement l'investissement productif vers les secteurs d'activité prioritaires pour l'économie nationale. **R. E.**

PR. TALEB CHAHINEZ SOUMIA :

« La SICAR, une première en Algérie au service de l'entrepreneuriat universitaire »

La création de la première Société d'investissement à capital risque (SICAR) à caractère universitaire en Algérie, consacre la vision stratégique du président de la République en faveur de la réforme de l'université pour le renforcement de son rôle économique en tant qu'acteur productif contribuant au développement et la création de l'emploi et de la richesse.

PAR FATIHA A.

C'est avec ces propos que s'est exprimé hier sur le sujet, la professeure Mme Taleb Chahinez Soumia, lors de son intervention à la radio chaîne 3. Pour rappel, la première Société d'investissement à capital risque (SICAR) à caractère universitaire en Algérie vient d'être créée par l'obtention de son agrément par la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB). Mme Taleb considère que c'est un instrument de plus qui vient soutenir le financement des projets universitaires destinés à se transformer en une entreprise économiquement viable et génératrice d'emplois. « Cette création consacre la vision stratégique du président de la République en faveur de la réforme de l'université pour le renforcement de son rôle économique en tant qu'acteur productif contribuant au développement et la création de l'emploi et de la richesse » a-t-elle indiqué. C'est aussi « une initiative qui s'inscrit dans la stratégie du ministère visant à renforcer l'articulation entre la formation, la recherche scientifique et le développement économique », a-t-elle ajouté. Mme Taleb a ajouté que « cette société vient en aide aux étudiants porteurs de projets qu'il s'agisse de la création d'une entreprise classique, ou bien une start-up dans le cas d'une innovation ».

« Nous sommes dans la vision d'une université entrepreneuriale », précise Mme Taleb expliquant qu'auparavant, « il y avait les projets de fin d'études classiques, maintenant, avec la loi 12-75, nous avons les projets de création d'entreprises avec toutes les interfaces universitaires telles que les incubateurs quand il s'agit de start-up ». Elle précise qu'« au niveau de chaque université, il existe une Commission de sélection des projets » éligibles à l'accompagnement et au financement, composée, entre autres, du vice-recteur de pédagogie et les partenaires socio-économiques. La première Société d'investissement à capital risque (SICAR) universitaire en Algérie a été créée à l'Université d'Alger 3 avec un capital de 188,8 millions de DA, agréée par la COSOB en mars 2026. Cette structure vise à financer et accompagner les projets innovants et start-ups des étudiants/chercheurs, marquant la transition de l'université vers l'entrepreneuriat. L'objectif étant de transformer la recherche scientifique en projets économiques viables et soutenir les start-ups universitaires. Cette étape permet à l'université de passer du statut de bénéficiaire à celui d'acteur de l'ingénierie financière et du développement économique. Aussi, une société d'investissement à capital-risque à caractère universitaire est cruciale pour transformer la recherche académique et l'innova-



tion étudiante en entreprises viables. Elle finance l'amorçage, offre un accompagnement stratégique, et comble le fossé entre la production de connaissances et le développement économique, créant ainsi de la valeur et de l'emploi. Elle permet de financer la transformation de projets innovants issus des laboratoires universitaires en produits commerciaux. Elle offre un accès indispensable au capital pour des entreprises en phase d'amorçage qui sont souvent jugées trop risquées par les banques classiques. Au-delà du financement, ces sociétés

apportent un soutien managérial, un suivi opérationnel et un réseau précieux pour les jeunes entrepreneurs. Elle renforce le lien entre formation, recherche scientifique et développement économique, soutenant ainsi la création d'emplois et de richesse. Comme elle consolide la structure financière des PME innovantes sans endettement, sécurisant leur développement. Elle agit comme une locomotive de croissance en structurant l'écosystème de l'innovation au sein du milieu universitaire. ■

Zerrouki au Mobile World Congress de Barcelone :

« La politique du spectre représente une décision souveraine, économique et stratégique »



Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a participé, à Barcelone (Espagne), au Congrès mondial de la téléphonie mobile, le plus grand événement international dédié à l'industrie des télécommunications et des technologies numériques, a indiqué hier un communiqué du ministère.

La participation de la délégation algérienne, comptant des représentants d'entreprises nationales opérant dans le secteur des télécommunications et de start-up spécialisées dans les applications de messagerie, s'inscrit dans le cadre de « l'engagement de l'Etat à renforcer sa présence dans l'espace technologique et numérique international et à développer des partenariats stratégiques à même de soutenir les transformations et les développements technologiques et d'élargir les opportunités d'investissement et d'innovation dans le secteur des télécommunications », précise le texte.

A cette occasion, M. Zerrouki a participé à la réunion ministérielle consacrée au thème « Défis des spectres de fréquences et renouvellement des licences pour un investissement durable », où il a indiqué que « la politique du spectre représente une décision souveraine, économique et stratégique », soulignant que « l'objectif de la tarification du spectre ne devrait pas se limiter à la maximisation des recettes des enchères, mais viser essentiellement le renforcement de la communication numérique et la stimulation de la croissance économique ». Le ministre a expliqué que « les taxes élevées sur le spectre sont susceptibles de retarder les investissements dans les infrastructures numériques, notamment en ce qui concerne le déploiement des réseaux 5G et 6G », plaidant pour des « approches équilibrées à même d'encourager les investissements à long terme dans le secteur ». **R. E.**

La CNR invite les retraités nés en mars à renouveler leurs documents

Dans le cadre du renouvellement périodique des documents justificatifs, la Caisse Nationale de Retraite (CNR) invite les bénéficiaires d'une pension ou d'une allocation de retraite nés au mois de mars à procéder à la mise à jour de leurs documents durant le mois de mars 2026. La Caisse met à disposition deux modes de renouvellement via l'application mobile « Taqaoudi - RetraiteDz » : Cette méthode, la plus simple et la plus pratique, permet aux retraités d'effectuer le renouvellement à distance, sans avoir à se déplacer. Pour la retraite directe l'utilisation de la reconnaissance faciale R-Face pour confirmer que le bénéficiaire est toujours en vie. Concernant la retraite transférée, les bénéficiaires doivent confirmer leur identité via la reconnaissance faciale, puis scanner les documents requis (selon le cas) à l'aide de la caméra du téléphone et les télécharger directement sur l'application.



Une fois la procédure validée, une notification de confirmation du renouvellement des documents justificatifs à distance sera envoyée via l'application Taqaoudi RetraiteDz. En se présentant à l'agence locale, les retraités peuvent également accomplir cette démarche auprès de

leur agence locale de la Caisse. Dans le cadre de l'amélioration continue des services administratifs et de la simplification des démarches au profit des retraités, la Caisse Nationale de Retraite applique une stratégie organisée de renouvellement périodique des documents jus-

tificatifs. Ce processus repose sur le mois de naissance de chaque retraité, lequel constitue la période annuelle fixée pour effectuer cette opération. Pour les bénéficiaires de la retraite directe, les documents à renouveler concernent un certificat de famille comportant les mentions marginales actualisées, ou une attestation de vie pour les retraités célibataires. Pour les bénéficiaires d'une retraite transférée pour la veuve : un certificat de non-remariage, un certificat de famille avec mentions marginales. Pour la fille orpheline majeure : un certificat de non-mariage et une attestation de non-exercice d'une activité professionnelle rémunérée. Pour les orphelins majeurs : un certificat de scolarité pour ceux âgés de moins de 21 ans et une copie du contrat d'apprentissage pour ceux âgés de moins de 25 ans. Pour les ascendants : un certificat de famille avec mentions marginales (confirmant qu'ils sont en vie). **F. A.**

CONSTRUCTIONS INACHEVÉES À MÉDÉA

Plus de 14.000 demandes de régularisation validées

La wilaya de Médéa accélère la régularisation des habitations érigées avant 2008. Pas moins de 24.657 demandes de mise en conformité des habitations édifiées avant l'année 2008 et non achevées ont été déposées, dans le cadre de la loi 08-15, au niveau des communes pour traitement. Plus de la moitié des demandes ont été validées.

Plus de 14.000 demandes de mise en conformité des constructions érigées avant 2008 ont été acceptées à Médéa par les commissions de dairas, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi 08-15 relative à la régularisation des habitations non achevées, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya.

Selon la même source, pas moins de 24.657 demandes de régularisation d'habitations édifiées avant l'année 2008 et non achevées ont été déposées, dans le cadre de la loi 08-15, au niveau des communes pour traitement.

Sur ce nombre, 24.199 demandes ont été transférées aux commissions de daïra en charge de ce dossier, qui ont examiné un total de 24.047 demandes introduites par des citoyens et approuvé 14.196 dossiers, a-t-on précisé.

Lors de l'examen de l'état d'avancement de ce dossier, le wali, Djillali Doumi, a instruit les chefs de dairas d'accélérer l'étude des demandes qui sont à leur niveau et de prendre en charge les dossiers en attente, afin de ne pas pénaliser les citoyens, ont indiqué les services de la wilaya. Il a également insisté sur la nécessité d'informer les demandeurs des décisions prises par la commission chargée de la régulation des constructions inachevées, afin de leur permettre d'introduire un recours et de faire réexaminer leur dossier, a-t-on souligné.

La loi 08-15, définissant les règles de conformité des habitations et de leur achève-



ment, a fait l'objet de plusieurs prolongations pour permettre aux propriétaires de constructions inachevées de se mettre en conformité avec la loi. La dernière de ces prolongations est intervenue en 2022, fixant comme date butoir pour l'achèvement de l'opération, la fin décembre 2023, selon le décret exécutif n 22-55. La mise en conformité concerne, selon la loi 08-15, les constructions dont les travaux ont été achevés ou sont en cours d'achèvement antérieurement à 2008, sous réserve qu'elles remplissent les conditions fixées par

ladite loi. Ne sont pas susceptibles de mise en conformité, les constructions édifiées sur des parcelles réservées aux servitudes, les constructions sur les sites et les zones protégés prévus dans la législation relative à l'expansion touristique, celles construites sur des sites et monuments historiques, archéologiques, ou sur des terres agricoles ou à vocation agricole ou forestière, ou encore, celles édifiées en violation des règles de sécurité ou qui affectent gravement leur environnement et l'aspect général du site. ■

Skikda

Des prévisions de production de 550.000 qx d'agrumes



Une production de quelque 550.000 quintaux (qx) d'agrumes est attendue dans la wilaya de Skikda au titre de l'actuelle saison agricole (2025-2026), a indiqué, dimanche, le directeur des Services agricoles (DSA), Rabie Hamzaoui.

Le responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que la campagne de récolte d'agrumes vise, cette saison, une superficie totale d'environ 3.700 hectares, soit une augmentation de 500 hectares par rapport à l'année dernière.

M. Hamzaoui, indiquant également que le rendement « varie, cette saison, entre 150 et 200 qx par hectare », a fait savoir que la production d'agrumes est constituée de 60 % d'oranges, le reste étant réparti entre mandarines et citrons jaunes et verts. Le responsable a rappelé que la période de récolte des agrumes « s'étend de septembre jusqu'à fin avril, du fait de l'existence de variétés précoces et tardives ». La culture des agrumes est principalement effectuée dans les communes d'El Hadaïk, de Salah-Bouchaour, de Djendel Saadi-Mohamed, d'Emdjez Edchich, de Sidi Mezghiche et de Ramdane-Djamel.

DJELFA

500 millions DA pour des projets d'amélioration urbaine



Une enveloppe de plus de 500 millions de DA a été affectée par la commune de Djelfa pour la réalisation de projets d'amélioration urbaine à travers plusieurs cités, a-t-on appris, lundi, des responsables de cette collectivité locale.

Ces projets, inscrits au titre du Plan communal de développement (PCD) pour l'exercice 2026, seront lancés durant le 1er semestre de l'année en cours après achèvement des procédures légales requises, selon la même source.

Ils portent notamment sur la réalisation de 15 opérations relatives à la réhabilitation et au revêtement de plusieurs routes dans différents quartiers, la construction de deux (2) ouvrages d'art à la sortie-sud de la ville, ainsi que la mise en place de réseaux d'assainissement et

la réhabilitation d'axes routiers dans les cités « Bendjerma », « Dar El Baroud », « Ben Saïd », « El Fesha » et « B'nat Belakhel ».

Il s'agit également de l'entretien de deux (2) chemins communaux, dont le tronçon reliant la RN1 au lieu-dit « El Hadjra El Mebassia », ainsi que de l'axe de la route reliant la région »Sin Elba » à la RN46, à l'ouest de la ville de Djelfa, selon la même source.

Une fois opérationnels, ces projets devraient contribuer à une amélioration sensible du paysage urbain, parallèlement aux efforts déployés par la Direction de l'urbanisme et de la construction, qui s'attelle à la réalisation de plusieurs projets sectoriels d'aménagement urbain à Djelfa, lesquels avancent à un rythme « satisfaisant », selon la même direction.

Projets de développement à Khenchela

170 millions DA pour la daïra de Kaïs

Une enveloppe financière estimée à 170 millions DA a été octroyée pour la réalisation de projets de développement dans les communes relevant de la daïra de Kaïs (wilaya de Khenchela), a-t-on appris lundi auprès du chef de daïra.

Mohamed Saïd Haniche a ainsi précisé qu'il s'agit au total de 19 projets de développement retenus pour les communes de Kaïs, de R'mila et de Taouzianet au titre du programme d'appui au développement socio-économique des communes de l'année 2026. Ces projets concernent les secteurs de l'hydraulique, des travaux publics, de l'éducation, de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction ainsi que de la jeunesse et des sports, a ajouté le même responsable.

Les services des communes concernées parachèvent actuellement les procédures requises pour le lancement de ces projets, a-t-il indiqué. L'objectif de ces projets est d'améliorer le cadre de vie des populations des localités reculées de ces trois communes et de favoriser la création d'emplois pour les jeunes qui y habitent, a affirmé le chef de daïra.

Constantine

Mise en service prochaine de trois nouveaux forages

Trois nouveaux forages seront prochainement mis en service pour renforcer les capacités de la wilaya de Constantine en matière d'alimentation en eau potable (AEP), a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Les nouveaux forages sont implantés dans les communes de Zighoud Youcef, d'El Khroub et d'Aïn Smara, selon les précisions fournies par la cellule de communication de la wilaya.

Les nouvelles infrastructures s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés par les autorités locales pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable et améliorer la distribution à travers l'ensemble du territoire de la wilaya, a-t-on indiqué.

Pour rappel, la wilaya de Constantine avait déjà bénéficié d'une importante opération portant sur la réalisation de cinq autres forages dans les communes de Hamma Bouziane, de Didouche Mourad et d'Ibn Ziad en vue de consolider les ressources hydriques locales et réduire les perturbations dans la distribution.

El-Meghaïer

Attribution de plus de 3.900 logements en 2025

Pas moins de 3.940 logements, toutes formules confondues, ont été attribués à leurs bénéficiaires à El-Meghaïer, dans le cadre des efforts visant à répondre à la demande croissante en logements et à améliorer les conditions de vie des citoyens, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.

Ce quota concerne 1.475 aides financières pour l'habitat rural, 1.805 lots de terrain à bâtir et 660 logements publics locatifs (LPL), a précisé la même source ajoutant que 1.000 lots de terrain à bâtir supplémentaires seront attribués au cours de 2026.

La wilaya d'El-Meghaïer a bénéficié d'un nouveau programme composé notamment de 200 LPL, 1.900 aides à l'habitat rural et 408 lots de terrain à bâtir avec aides, a-t-on fait savoir.

Par ailleurs, un total de 48.261 foyers ont été raccordés au réseau d'électricité portant le taux de couverture à 95 %, et 22.783 foyers ont été alimentés en gaz naturel soit un taux de 85 %, ce qui justifié l'amélioration significative des indicateurs de couverture énergétique dans la wilaya.

ANGINES RÉPÉTÉES

Faut-il enlever les amygdales ?

Les angines répétées — ces inflammations fréquentes de la gorge qui touchent particulièrement les enfants mais aussi certains adultes — suscitent souvent une question pressante : faut-il enlever les amygdales pour y mettre un terme.

Quand les maux de gorge s'enchaînent, la question revient sans cesse : faut-il enlever les amygdales pour en finir avec les angines répétées ? Pour des milliers de familles et d'adultes fatigués par des infections à répétition, l'ablation des amygdales apparaît souvent comme une solution envisageable. Pourtant, les spécialistes rappellent aujourd'hui que la solution n'est ni systématique ni universelle : elle doit être médicalement fondée, personnalisée, et prise après un examen rigoureux. Les amygdales, ces deux petites masses lymphoïdes situées au fond de la gorge, ont longtemps été vues comme des causes fréquentes de pharyngites et d'angines. Elles jouent un rôle dans la défense immunitaire, en particulier chez l'en-

fant. Or, ce rôle protecteur a parfois été oublié dans le passé, lorsque l'on procédait encore à des ablations préventives trop facilement. Aujourd'hui, la science et les recommandations médicales incitent à la prudence et à une évaluation précise avant toute décision chirurgicale. Alors, à partir de quand parle-t-on vraiment d'angines répétées ? Les experts ORL s'accordent sur des critères spécifiques : au moins 7 épisodes en une seule année, ou 5 par an pendant deux ans consécutifs, ou encore 3 par an pendant trois années consécutives. Et il ne suffit pas que le patient évoque des maux de gorge : ces épisodes doivent avoir été documentés par un professionnel de santé, avec symptômes typiques — douleur à la déglutition, fièvre, ganglions — et idéalement un test rapide positif pour une infection bactérienne. Ces seuils sont établis pour distinguer les infections banales, qui peuvent être fréquentes dans certaines saisons, des épisodes réellement invalidants et répétitifs. Quand ces critères sont réunis, l'amygdalectomie — c'est-à-dire l'ablation des amygdales — peut apporter des bénéfices. Des études montrent qu'elle réduit significativement le nombre d'angines, diminue les jours d'absence scolaire ou professionnelle, et améliore la qualité de vie. Dans ces contextes bien définis, la chirurgie peut être un



véritable soulagement pour des patients exaspérés par des infections qui semblaient ne jamais finir. Pour autant, cette intervention n'est pas anodine. Elle nécessite une anesthésie générale, et les jours qui suivent l'opération peuvent être marqués par des douleurs importantes et des difficultés à avaler. Chez certains patients, des saignements postopératoires peuvent survenir jusqu'à une dizaine de jours après l'opération, nécessitant une surveillance attentive. Autant de raisons pour lesquelles de nombreux spécialistes recommandent d'explorer d'abord toutes les alternatives non chirurgicales,

sauf dans les cas où les angines sont clairement invalidantes selon les critères établis. Chez les enfants, la question est encore plus délicate. Le tissu amygdalien fait partie du système immunitaire en développement, et plusieurs études suggèrent que son ablation précoce pourrait être liée à une augmentation des infections respiratoires pendant l'enfance. Si ces données nécessitent encore d'être explorées plus avant, elles renforcent l'idée que la chirurgie doit être envisagée en dernier recours, après une évaluation approfondie et partagée entre les parents, le pédiatre et l'ORL. D'autres appro-

ches — hygiène rigoureuse, traitement des infections bactériennes confirmées, renforcement des défenses naturelles par une bonne hygiène de vie — restent souvent efficaces pour diminuer la fréquence des angines et éviter que la situation ne s'aggrave. Autant dire que l'ablation des amygdales n'est pas systématique même en cas d'angines fréquentes. La décision doit être prise avec un ORL ou un médecin, en fonction de la sévérité et de la fréquence des épisodes, de leur impact sur la vie quotidienne, des recommandations médicales et d'une évaluation soigneuse des risques et bénéfices. **A. B.**

Mascara Semaine de sensibilisation et de prévention « Ramadhan et Santé »

La première édition de la Semaine de sensibilisation et de prévention, placée sous le slogan « Ramadhan et santé », a été lancée, lundi à Mascara. La Bibliothèque communale Mustapha-Bentouhami a constitué la première étape de cette manifestation, organisée à l'initiative de la direction de la Santé. Des rencontres de sensibilisation y ont été tenues afin de fournir aux citoyens des explications détaillées sur les moyens d'éviter d'éventuelles complications durant la période de jeûne, notamment pour les personnes malades. Le programme prévoit l'organisation d'expositions, la distribution de dépliants et la tenue de rencontres de sensibilisation au niveau des structures de santé des 16 daïras de la wilaya. Ces actions porteront sur plusieurs thèmes, dont « La santé de la femme enceinte durant le Ramadhan », « Le jeûne et l'allaitement maternel », « La santé mentale du jeûneur » et « Le régime alimentaire sain du diabétique pendant le Ramadhan », a indiqué à l'APS le chef du service de prévention à la Direction de la santé, Ali Touil.

A cette occasion, des émissions radiophoniques quotidiennes seront également animées autour des comportements sanitaires et alimentaires à adopter durant le mois sacré. Cette initiative vise à ancrer une culture de prévention sanitaire durant le mois de jeûne, en particulier au profit des personnes atteintes de maladies chroniques, et à encourager les équipes médicales des établissements de santé à poursuivre les actions de promotion de la prévention dans le cadre du programme national établi par le ministère de la Santé, a-t-on souligné.

FORTES CHALEURS

Un impact sur le poids des nouveaux-nés



Pour la première fois, une étude a mis en avant les conséquences de l'exposition des femmes enceintes aux fortes chaleurs et l'incidence sur le poids des enfants à naître et des naissances prématurées.

C'est un constat préoccupant à l'heure du dérèglement climatique qui expose la population mondiale à des températures de plus en plus élevées. Jusqu'à présent, les études sur les conséquences du réchauffement climatique sur les femmes enceintes s'étaient concentrées sur un seul facteur à la fois (chaleur, pollution ou conditions de vie). Elles suggéraient déjà une incidence entre l'ex-

position aux fortes températures et le poids des nourrissons, montrant un poids en diminution, des naissances prématurées voir une mortalité néonatale.

En 2020, selon l'Organisation mondiale de la santé, environ 15% des nouveaux nés dans le monde présentaient un petit poids à la naissance (inférieur à 2,5kg).

Cette fois, des équipes de l'INSERM, de l'Université de Grenoble Alpes et de Santé publique France, ont concentré leurs recherches sur la combinaison des différents facteurs environnementaux de manière concomitante : chaleur et pollution atmosphérique, présence ou non

d'espaces verts ou encore facteurs socio-économiques (position sociale individuelle et contexte socio-économique de résidence). Leurs travaux, qui viennent d'être publiés dans la revue *Environmental Science & Technology*, soulignent que cette exposition à la chaleur, modulée par ces autres facteurs, pourraient en effet avoir un impact significatif sur le poids des enfants à naître et les nouveaux-nés. Et les résultats pourraient être plus marqués chez les femmes vivant dans les zones avec peu d'espace verts et/ou soumises à un stress social accru.

Au total, ce sont 21.000 participantes qui ont été recrutées entre 2002 et 2017 dans le cadre d'études préalables, et dont la grossesse a été scrutée à la loupe. Objectif : identifier les périodes précises de la croissance fœtale où la chaleur influence le poids de naissance, évaluer comment la pollution atmosphérique, la végétation autour du domicile et les facteurs socio-économiques modulent cet impact. Une première en France, et même dans la littérature internationale, à cette échelle. Les résultats mettent en évidence des périodes critiques de la grossesse durant lesquels l'exposition aux chaleurs extrêmes présenterait un effet significatif sur le poids de naissance des enfants. Ce sont principalement les deux premiers trimestres de grossesse seraient particulièrement à risques. Avec des poids de naissance réduit de -40 à -200g. Or, c'est au

cours de cette période que se forme le placenta et les organes essentiels. De trop fortes chaleurs peuvent venir perturber la circulation sanguine de l'embryon, altérer l'apport en nutriment ou provoquer un stress thermique qui freine la croissance. Et grandissant, ces enfants au poids plume auraient tendance à garder cette fragilité. « Nous avons suivis des enfants jusqu'à leurs cinq ans. Ce petit poids de naissance peut s'avérer être un facteur de risque d'hypertension, de diabète, induit plus de risques cardiovasculaires pendant l'enfance et puis plus tard aussi à l'âge adulte », souligne Maximilien Génard-Walton, chercheur post-doctorant à l'Inserm et co-premier auteur de la publication. « On a aussi montré que la chaleur peut aussi avoir un impact sur leur trajectoire de croissance, sur leur neuro-développement, le développement du langage, peut provoquer un déficit de l'attention et des troubles comportementaux, de l'anxiété ou de l'hyperactivité », ajoute-t-il.

Les scientifiques plaident pour plus de prévention. « Ces résultats impliquent en effet que les effets de la chaleur sur les fœtus risquent d'entraîner plus tard également des troubles de la fertilité, à la conception, etc. « Les effets seraient effectivement plus marqués chez les femmes vivant dans des zones polluées, avec peu d'espace verts et/ou soumises à un stress social accru et les femmes défavorisées. ■

SOMALIE

L'ARMÉE REPREND
LE CONTRÔLE TOTAL
DE PLUSIEURS
ZONES DANS LE
SUD-EST

L'Armée nationale somalienne (ANS), en coordination avec la mission de soutien et de stabilisation de l'Union africaine (AUSSOM) et ses partenaires internationaux, a annoncé avoir pris ces dernières heures le contrôle « total » des zones de Dar Es-Salam et de Mubarak, dans la région du Basse Shabele dans le sud-est de la Somalie. L'agence de presse somalienne (SONNA) a rapporté lundi que ces localités servaient auparavant de bastions stratégiques et de refuges aux membres du groupe terroriste « Shebab ». L'opération Rolling Thunder, menée dans le cadre de l'opération Bader, ciblait directement les installations utilisées par les terroristes comme tribunaux illégaux pour intimider et opprimer les civils, les cachettes abritant des cadres supérieurs et les sites d'où étaient planifiés et lancés des attentats à l'explosif et d'autres actes terroristes contre des civils innocents. Au cours de l'opération, les membres Shebab ont subi un revers jugé important, selon la source. Plusieurs positions de commandement, dépôts d'armes et caches de matériel militaire ont été détruits, indique l'armée somalienne. Les forces de l'Armée nationale somalienne ont désormais sécurisé l'intégralité des zones libérées et des opérations de ratissage et de vérification sont en cours pour traquer les derniers éléments en fuite, a-t-elle ajouté. Le ministère de la Défense et le commandement de l'armée nationale somalienne ont réaffirmé que les opérations contre les terroristes seront intensifiées afin d'assurer la sûreté et la sécurité du peuple somalien et d'éliminer tous les sanctuaires terroristes restants.

Massacre au Soudan du Sud

169 morts dans le nord du pays

Des dizaines de civils ont été tués dans des violences dans la partie Nord du Soudan du Sud, pays en proie à une instabilité chronique, a affirmé l'ONU, qui s'est dite « alarmée par la recrudescence des violences ».

Au moins 169 personnes ont été tuées par des hommes armés dimanche dans le nord du Soudan du Sud, où les violences ont fortement empiré ces dernières semaines, ont indiqué lundi deux responsables locaux à des médias. Tôt dimanche, « des jeunes armés non identifiés ont attaqué le siège du comté d'Abiemnom (près de la frontière avec le Soudan), faisant une vingtaine de blessés », a déploré la mission des Nations unies au Soudan du Sud (Unmiss) dans un communiqué. Selon Elizabeth Achol, responsable sanitaire de la région administration de Ruweng, « 169 corps ont été inhumés dans une fosse commune ». « Ce chiffre pourrait encore augmenter si d'autres corps sont découverts », a indiqué, de son côté, James Monlyuak, responsable de l'information de la zone, faisant état d'un même nombre de morts.

Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a appelé vendredi à une « action urgente » au Soudan du Sud, menacé par une « guerre civile généralisée ». L'ONG Médecins sans Frontières (MSF) a déploré lundi avoir perdu le contact avec 26 de ses employés dans l'Etat Jonglei, au Soudan du Sud, en proie à l'insécurité.

« 26 des 291 collègues de MSF travaillant à Lankien et Pieri sont toujours portés disparus suite aux récentes violences, et nous avons perdu tout contact avec eux en raison de l'insécurité persistante », a expliqué MSF dans un communiqué. MSF a suspendu ses services médicaux dans les villes de Lankien et Pieri, qui se situent toutes deux dans l'Etat de Jonglei (centre-est). Un centre de MSF à Lankien avait été touché par une frappe aérienne gouvernementale le 3 février, a rappelé l'ONG. « Nombre de nos collaborateurs ont été contraints de fuir les violences avec leurs familles. Plusieurs sont désormais déplacés et réfugiés dans des zones reculées, avec un accès limité à la nourriture, à l'eau et aux services essentiels »,



a-t-elle précisé dans le communiqué. « La perte de contact pourrait être liée à l'absence de connectivité. Nous sommes toutefois très préoccupés par le fait que certains de nos collègues puissent se trouver dans des situations très difficiles qui les empêchent de communiquer avec nous », a ajouté MSF.

La responsable de l'Unmiss, Anita Kiki Gbeho, a exhorté dans le communiqué « toutes les parties concernées à cesser les hostilités sans délai et à engager un dialogue constructif pour répondre à leurs griefs ».

Le Soudan du Sud, plus jeune Etat du monde, est en proie à la guerre, à la pauvreté et à une corruption massive depuis son indépendance du Soudan en 2011. Mais les violences se sont in-

tensifiées ces dernières semaines dans d'autres régions du pays entre l'armée loyale au président Salva Kiir et des milices soutenant son rival de longue date Riek Machar, placé depuis de longs mois en résidence surveillée. Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme a appelé vendredi à une « action urgente » au Soudan du Sud, menacé par une « guerre civile généralisée ».

PRÉSIDENTIELLE AU CONGO

Lancement officiel de la campagne électorale

La campagne pour l'élection présidentielle en République du Congo a été officiellement lancée dimanche, en vue du scrutin prévu les 12 et 15 mars en cours. Sept candidats sont en lice, dont le président sortant, Denis Sassou Nguesso, qui se présente sous la bannière de la majorité présidentielle. Durant les deux semaines de campagne, des réunions et rassemblements sont prévus dans l'ensemble des 15 départements du pays, notamment dans les chefs-lieux régionaux,

selon des sources médiatiques. Parmi les six autres candidats, figurent des personnalités connues de la scène politique, notamment Joseph Kignoumbi Kia Mboungou, député et président du parti « La Chaîne », candidat pour la cinquième fois depuis 2002, ainsi que Anguio Nguanguia Engambé, président du Parti pour l'action de la République, qui brigue la magistrature suprême pour la quatrième fois consécutive depuis 2009. Le ministre de l'Intérieur et de la Dé-

centralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, avait appelé vendredi dernier les candidats, lors d'une déclaration à la presse, à effectuer des tournées à travers le pays afin de présenter leurs programmes, tout en respectant strictement les lois et règlements de la République. Il a insisté sur la nécessité de bannir toute violence durant la campagne et d'unir le peuple congolais autour des idéaux de paix et de concorde civile.

RDCONGO
ATTAQUE
DE DRONES
CONTRE
L'AÉROPORT
DE KISANGANI

Une attaque de drones a visé dimanche l'aéroport stratégique de Kisangani, ville du nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), a affirmé lundi le gouvernement local de la province de la Tshopo dans un communiqué. Le groupe armé M23 a attaqué dimanche par des drones kamikazes chargés de sous-munitions l'aéroport de Bangboka (aéroport civil) à Kisangani, un mois après une attaque similaire, selon le communiqué. Outre le trafic civil, l'aérodrome de Kisangani est également utilisé par l'armée congolaise et ses avions. Quatre de ces drones ont été interceptés et abattus sur le ciel de Bangboka: le premier à 15H48, le deuxième à 17H30, le troisième à 19H30 et le dernier à 19H48, alors qu'un appareil civil de la Compagnie africaine d'aviation (CAA) amorçait déjà son atterrissage depuis 19H45, détaille le communiqué. Kisangani est située à l'intérieur des terres. La cité de plus de 1,5 million d'habitants est distante de plus de 800 km de Goma, grande ville de l'est du pays et fief du M23 depuis janvier 2025.

MADAGASCAR

Premier décès lié au Mpox

Le Ministère de la Santé Publique à Madagascar a annoncé un premier décès lié au Mpox ou variole du singe dans le pays. Il s'agit d'une petite fille dénommée Stacy, âgée de trois ans et originaire de la ville de Toamasina, dans la partie Est de l'île. La mère de la jeune défunte soutient que sa petite fille a été malade à la suite d'une entorse à la cheville. « Nous l'avions amenée auprès de plusieurs soignants traditionnels mais les traitements se sont avérés inefficaces. C'est pour cette raison que nous avons décidé de l'hospitaliser dans la Capitale. Aujourd'hui, ils affirment que ma petite fille est atteinte de variole du singe » déplore la mère de la petite fille. Pour sa part, le père de la petite fille pointe du doigt le refus de prise en charge de plusieurs centres hospitaliers et le retard des soins. Malgré les contestations de ses proches, le Ministère de la Santé assure qu'il s'agit bel et bien d'un cas de Mpox. « Des éruptions cutanées ont été observées sur son corps. Les médecins ont également constaté que la petite fille était déjà très affaiblie à son arrivée à l'hôpital. Après une première hospitalisation, la famille a décidé de transférer la jeune patiente dans un autre hôpital public et finalement elle a succombé le samedi 28 février » explique le Professeur Mamy Randria porte-parole en charge de l'épidémie MPOX au sein du Ministère de la Santé Publique. Un autre responsable auprès du ministère de la Santé Publique a affirmé que l'analyse effectuée sur la jeune défunte a permis de confirmer qu'il s'agit bien du Mpox. Le Ministère de la Santé Publique a annoncé les cinq premiers cas de variole de singe à Madagascar, détectés à Mahajanga, dans la région Boeny (dans la partie Ouest de Madagascar) le 30 décembre 2025. Fièvre et éruptions cutanées constituent les principaux symptômes du Mpox. D'après le dernier bilan mis à jour par le Ministère ce lundi 2 Mars, la Grande île compte 457 cas confirmés de variole du singe sont 321 guéris depuis le 30 décembre jusqu'à ce jour.

Paradou AC

El-Koubi écope de deux matchs de suspension

Le gardien du Paradou AC Mohamed El-Koubi, a écopé de deux matchs de suspension ferme, pour «faute grave», a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP), lundi dans un communiqué. Le gardien N.2 des «Académiciens» a été expulsé, pour avoir touché la balle en dehors de sa surface, lors de la défaite concédée vendredi à domicile face au MC Oran (1-2), lors de la 21e journée du championnat. Le portier N.1 du PAC, Taoufik Moussaoui, purge une sanction de quatre matchs de suspension, dont un avec sursis, pour propos déplacés envers l'arbitre, lors de la défaite concédée à Béjaïa face à l'Olympique Akbou (3-4), à l'occasion de la 20e journée. Du coup, le PAC se retrouve contraint de composer sans ses deux gardiens principaux. De son côté, l'entraîneur des gardiens du MC Alger, Fouad Cheriet, s'est vu infliger une amende de 100.000 dinars pour «contestation de décision», lors du match nul concédé à domicile face à la JS Kabylie (0-0).

JS Bordj Menaël

Abdelali Nadjah suspendu trois matchs

Le joueur de la JS Bordj Menaël, Abdelali Nadjah, a écopé de trois matchs de suspension fermes et d'une amende de 30.000 DA, pour «comportement antisportif envers un adversaire», lors du match qui a opposé son équipe au Hilal Chelghoum Laid en match de la 21e journée de Ligue 2, a indiqué la Ligue nationale du football amateur (LNFA) lundi. Les «Coquelicots» l'avaient facilement emportée (4-0) contre l'actuelle lanterne-rouge du Groupe Centre-Est, se maintenant ainsi à la douzième place au classement général, avec 23 points. D'autre part, la Commission de discipline de la LNFA a infligé une suspension de six mois fermes et une amende de 50.000 DA au dirigeant de l'AS Khroub, Atrous Semair, pour avoir «tenté d'agresser l'arbitre» qui a officié le match de son équipe face au MSP Batna (2-1) de la 21e journée du championnat de L2 groupe Centre-Est. L'ASK a écopé également d'une amende de 400.000 DA pour une quatrième infraction au code disciplinaire concernant le jet de projectiles sur le terrain.

Karaté-do

Stage de sélection des équipes seniors / Kata et Kumité

La première étape nationale de sélection des équipes nationales seniors messieurs et dames (kata et kumité), a débuté dimanche à Alger, dans le cadre de l'exécution d'une série de dix (10) regroupements programmés en vue de préparer les prochaines échéances continentales et internationales, a-on informé auprès de la Fédération algérienne de karaté-do (FAK). Cette étape constitue une étape essentielle dans le processus de réajustement des normes techniques et physiques et de consolidation du principe de concurrence loyale. Il représente la première pierre d'un projet technique intégré visant à bâtir une équipe nationale forte, disciplinée et

capable de représenter l'Algérie de la meilleure manière possible, précise la même source. Les objectifs escomptés à travers l'organisation de cette première étape est l'évaluation et le diagnostic complet, les tests physiques, techniques et médicaux précis, des listes préliminaires selon des critères objectifs et transparents, l'établissement d'une méthodologie de travail (adoption d'une programmation périodique et d'une progression des charges d'entraînement) ainsi que la constitution d'une base de préparation pour les échéances futures, notamment les Championnats d'Afrique, les Jeux méditerranéens et la Coupe du Monde.

Mondial 2026

Les Pays Bas, dernier sparring pour les Verts

Engagée dans la dernière ligne droite de sa préparation en vue de la Coupe du monde 2026 organisée aux États-Unis, au Mexique et au Canada, l'équipe nationale algérienne s'apprête à disputer un match amical de très haut niveau face aux Pays-Bas, le mercredi 3 juin prochain à Rotterdam. Cette confrontation, programmée à quelques jours seulement du coup d'envoi officiel de l'aventure mondiale, s'annonce comme un passage obligé et hautement stratégique pour le staff technique national.



À affronter la sélection «Oranje», nation historique du football mondial et régulièrement installée parmi l'élite du classement FIFA, constitue un test grandeur nature pour les Verts. Ce match s'inscrit dans une série de rencontres amicales relevées, minutieusement choisies par le sélectionneur national Vladimir Petkovic, afin de préparer son groupe à l'intensité et aux exigences du très haut niveau international. Avant ce rendez-vous néerlandais, les partenaires du capitaine Riyad Mahrez seront opposés au Guatemala, puis à l'Uruguay, une sélection sud-américaine réputée pour son impact physique et son expérience des grands tournois. Des adversaires aux styles contrastés, mais complémentaires dans l'approche, permettant à l'équipe nationale d'explorer plusieurs configurations tactiques et d'évaluer sa capacité d'adaptation face à des écoles de jeu différentes.

Un ultime test avant le grand départ

Le match contre les Pays-Bas se distingue toutefois par son timing et son enjeu particulier. Programmé juste avant le départ de la délégation algérienne vers les États-Unis, il fera office de véritable répétition générale. Pour le sélectionneur, ce sera l'occasion idéale de finaliser les derniers réglages, d'affiner ses choix stratégiques et de dégager une ossature quasi définitive en vue du premier match du Mondial.

Le technicien bosnio-helvétique aborde cette phase

décisive avec une certaine sérénité. Il dispose aujourd'hui d'un groupe élargi, compétitif et ambitieux, mais aussi de conditions de travail optimales. Soutenu par Fédération algérienne de football, Petkovic bénéficie de moyens logistiques conséquents ainsi que de sparring-partners de qualité, capables de pousser son équipe dans ses retranchements et de mettre en lumière les derniers ajustements nécessaires. Ces rencontres amicales permettront également d'évaluer l'état de forme des cadres, la cohésion collective, mais aussi l'intégration des nouveaux éléments susceptibles d'apporter une plus-value durant le tournoi. Chaque détail comptera dans un contexte où l'erreur ne sera que très peu permise. Pour rappel, l'Algérie évoluera dans un groupe relevé lors de la Coupe du monde 2026, aux côtés de l'Argentine, de l'Autriche et de la Jordanie. Un environnement compétitif exigeant, qui impose une préparation irréprochable et une montée en puissance progressive. Face aux Pays-Bas, les Verts chercheront avant tout à confirmer leurs principes de jeu, gagner en automatismes et en confiance, tout en mesurant leur véritable niveau face à une référence du football européen. Bien plus qu'un simple match amical, ce Pays-Bas - Algérie s'annonce ainsi comme une étape charnière dans la construction de l'équipe nationale version 2026, à l'aube d'un rendez-vous mondial que tout un peuple espère aborder avec ambition, lucidité et détermination.

H.M.

L- 1 Mobilis

Les dates des matchs en retard connues

La ligue de football professionnel (LFP) a fixé la mise à jour du calendrier pour l'apurement des matchs en retard du championnat de Ligue 1 Mobilis, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

A cet effet, le Bureau fédéral a entendu l'exposé présenté par M. Mesloug El Amine, président de la Ligue de football professionnel, portant sur le championnat de ligue 1 qui est à sa 21ème journée. Trente cinq (35) rencontres sur 48 pour le compte de la phase retour ont été jouées dans de bonnes conditions, dont deux rencontres seulement à huis-clos, souligne la même source.

D'autre part, le total des joueurs enregistrés au cours de la deuxième période «Mercato d'hiver» s'élève à soixante-sept (67) joueurs, dont dix-huit (18) joueurs étrangers.

Voici le calendrier des matchs en retard :

25 mars 2026 (16ème journée)

: USMA-JSK et CRB-MCA

30 mars 2026 (17ème journée) :

Paradou AC-CRB /

MCA-USMA / JSK-ESB

Aknoun

24 avril 2026 (18ème journée) :

O Akbou-JSK / ESBA-

MCA / CRB-USM Khenchela

/ USMA-PAC

28 avril 2026 (19ème journée)

: JS Saoura-CRB / USMK-

USMA / MCA-O Akbou

29 avril 2026 19ème journée) :

JSK-MCO

Bundesliga

Chaïbi s'illustre pour la victoire de Francfort

L'international algérien Farès Chaïbi s'est distingué lors de la victoire de son équipe de l'Eintracht Francfort face à Fribourg (2-0), dimanche soir, pour le compte de la 24e journée du championnat allemand de football. Entré en jeu en seconde période, Chaïbi n'a pas tardé à se distinguer en laissant immédiatement son empreinte sur la rencontre. En effet, 42 secondes seulement après son entrée, il a ouvert le score à la 64e minute, donnant l'avantage aux siens (1-0). L'international algérien ne s'est pas contenté de ce but. À la 81e minute, il a délivré une passe décisive à son coéquipier Jean-Mattéo Bahoya, permettant à son équipe de sceller définitivement le sort de la partie (2-0). Grâce à cette performance de haut niveau, Chaïbi a été désigné homme du match, confirmant ainsi sa valeur technique et sa capacité à faire la différence, même en sortie de banc. Le site officiel de la Bundesliga a d'ailleurs salué la prestation du joueur algérien «le joker en or de Francfort, Chaïbi marque 42 secondes seulement après son entrée en jeu et délivre ensuite une passe décisive».

BAYERN MUNICH

Banjaqui dans le viseur

Selon Sky Sport, le géant bavarois aurait ajouté le jeune joueur du Benfica Daniel Banjaqui à sa liste de recrues potentielles. Le joueur de 17 ans, qui est actuellement sous contrat avec le club portugais jusqu'en 2027, est devenu un candidat sérieux pour le club le plus titré d'Europe. Banjaqui a fait tourner les têtes grâce à ses performances avec la deuxième équipe du Benfica, se forgeant une réputation comme l'un des jeunes arrières latéraux les plus prometteurs d'Europe. Son profil correspond parfaitement aux exigences modernes d'un arrière latéral de haut niveau. L'intérêt pour Banjaqui survient à un moment où la poursuite par le Bayern de Givairo Read, joueur du Feyenoord, se heurte à des obstacles importants. Bien que le club ait eu des discussions concrètes avec les représentants de Read, l'accord est devenu de plus en plus compliqué. Sky rapporte que les discussions avec le camp de Read deviennent plus concrètes, mais que le Néerlandais semble sujet aux blessures et que l'accord devient assez coûteux en raison de l'intérêt varié qu'il suscite. Cette escalade des coûts et les récents antécédents physiques de Read ont contraint l'équipe de recrutement du Bayern à élargir ses horizons. Si la star du Feyenoord reste une priorité, le club n'est pas disposé à surpayer ou à prendre des risques excessifs pour un joueur dont la disponibilité a été irrégulière. Ce pivot stratégique a ouvert la porte à Banjaqui, qui représente un investissement d'un autre type, axé sur le développement à long terme et un potentiel physique élevé.

JUVENTUS

Vlahovic pourrait rester

Selon des informations récentes, la réunion tant attendue a enfin eu lieu à Turin, ce qui pourrait servir de catalyseur à un changement radical dans la stratégie de transfert à venir de la Juventus. Les Bianconeri traversent actuellement une période intense de négociations internes, travaillant sans relâche pour assurer l'avenir de plusieurs figures clés de l'équipe. Kenan Yildiz et Weston McKennie ayant déjà engagé leur avenir avec le club, l'attention s'est résolument tournée vers leur numéro neuf emblématique. Depuis des mois, les spéculations vont bon train autour du joueur international serbe de 26 ans, d'autant plus que son contrat actuel arrive à expiration en juin 2026. La première rencontre entre les dirigeants du club et les représentants de l'attaquant a donné des résultats positifs que peu de gens auraient pu imaginer il y a encore quelques semaines, indiquant une volonté mutuelle de trouver un terrain d'entente. Le moment choisi pour ces discussions est crucial. Vlahovic est absent depuis trois mois en raison d'une blessure, mais son retour imminent à l'entraînement avec l'équipe la semaine prochaine coïncide avec une nouvelle ouverture du club concernant son contrat. Le directeur de la stratégie footballistique de la Juventus, Giorgio Chiellini, a joué un rôle central dans ce changement, agissant en tant que médiateur et soutenant publiquement l'attaquant après le match difficile que l'équipe a récemment disputé contre Galatasaray.

Retour après blessure et soutien à Chiellini

S'adressant aux médias, Chiellini a donné une lueur d'espoir aux fans qui espèrent que l'ancien joueur de la Fiorentina restera. « Il est très estimé, son amour pour la Juve est visible », a déclaré Chiellini. « Dusan sera une valeur ajoutée pour la dernière ligne droite, nous trouverons le temps et le moyen de comprendre ce que pourrait être notre avenir commun. » La nouvelle la plus encourageante pour les supporters de la Juventus est peut-être l'attitude très réceptive de Vlahovic à l'égard d'une prolongation de contrat. Malgré des rumeurs persistantes le liant à l'AC Milan, à Barcelone et à plusieurs clubs de Premier League, l'attaquant a clairement indiqué que sa priorité restait la Vieille Dame. Son professionnalisme lui a permis de rester dans les plans de l'entraîneur Luciano Spalletti. Selon Sky Sport, l'attaquant serbe a réaffirmé lors d'une récente réunion qu'il n'avait encore conclu aucun accord avec d'autres clubs. Il a en outre indiqué qu'avant de négocier avec des prétendants extérieurs, il écouterait la proposition de la Juventus avec une réelle ouverture d'esprit quant à son maintien à Turin, ce qui donne un coup de pouce considérable au projet à long terme du club.

LIGA

Le Real Madrid douché à domicile

Douché lundi sur sa pelouse du stade Santiago Bernabéu par son voisin Getafe (1-0), le Real Madrid, privé de Kylian Mbappé, a subi une deuxième défaite de suite en championnat et laisse le FC Barcelone s'échapper en tête de la Liga.



Les sifflets ont fait leur retour dans les travées de la mythique enceinte madrilène, lundi soir, après une nouvelle performance soporifique des Merengues. Et même l'hymne du club, diffusé après chaque rencontre, n'a pas pu les faire taire. Sans le génie de Mbappé, son buteur providentiel, laissé au repos pour soigner - pour de bon - sa blessure au genou gauche, le géant espagnol (2e, 60 points) s'est cassé les dents sur la défense rugueuse de son modeste voisin (11e, 32 points), souvent à la limite dans l'engagement. Et il s'est fait surprendre en fin de première période par une reprise de volée soudaine de l'attaquant uruguayen Martin Satriano, prêté par l'Olympique Lyonnais (38e, 1-0). Cela faisait six ans, depuis février 2020, que le Real, désormais à quatre longueurs du Barça à douze journées de la fin du championnat, n'avait plus perdu deux matches de suite en Liga. Pour autant, l'entraîneur merengue Alvaro Arbeloa, qui vient de connaître ses deux premières défaites en l'espace de deux semaines, veut croire que ce retard n'est pas encore impossible à rattraper. « Adieu au titre ? Non, il nous reste 36 points à prendre, et notre objectif c'est de se battre pour obtenir ces 36 points. Personne ici ne va jeter l'éponge. Quatre points c'est une distance que nous pensons pouvoir combler », a-t-il déclaré en conférence de presse. L'ex-latéral droit a également refusé de lier cette défaite aux absences de deux de ses stars, Kylian Mbappé et Jude Bellingham.

Pas d'opération pour Mbappé

Ce quatrième revers de la saison en Liga, le dixième toutes compétitions confondues, vient pourtant souligner la dépendance extrême de la Maison Blanche aux exploits de sa superstar Kylian Mbappé, auteur cette saison de 38 buts en 33 rencontres sous le maillot madrilène. En son absence, ni le Brésilien Vinicius Junior, qui aurait peut-être pu faire mieux face au gardien David Soria (13e), ni le jeune Turc Arda Güler (24e), ou même l'Argentin Franco Mastantuono (90e), ensuite expulsé (90e+5), n'ont pu faire la différence. Les Merengues sont restés impuissants face au bloc compact des joueurs de Getafe, qui ont réalisé le coup parfait grâce au coup de canon de Satriano. Et le plus dur commence peut-être pour le Real, qui va devoir rebondir dès vendredi à Vigo avant de défier Manchester City mercredi en huitième de finale de la Ligue des champions, probablement sans Mbappé. Interrogé par l'AFP, son entourage n'a pas précisé la durée d'indisponibilité du joueur, tout comme le géant espagnol, qui a cependant déclaré que les examens complémentaires effectués par le capitaine des Bleus à Paris avaient confirmé son diagnostic initial, le 31 décembre dernier: une entorse au genou gauche. « A ce stade, il n'est pas question d'une intervention chirurgicale », indique l'entourage du capitaine des Bleus, à deux mois et demi du coup d'envoi de la Coupe du monde (11 juin-19 juillet aux Etats-Unis, au Mexique et au Canada).



PREMIER LEAGUE

Les salaires des joueurs de Tottenham seront touchés

Cette approche proactive des négociations contractuelles met en évidence la tendance croissante à la « protection contre la relégation » parmi l'élite de l'élite anglaise, rapporte The Athletic. Cette réduction de 50 % est nettement supérieure à la moyenne habituelle dans le secteur, où les joueurs perdent généralement entre 25 et 30 % de leur salaire après une relégation en Championship. Pour les joueurs les mieux payés de l'équipe, une telle baisse représenterait un changement radical de leur salaire hebdomadaire net, réduisant de moitié la masse salariale du club du jour au lendemain afin de s'aligner sur les niveaux de revenus réduits de la deuxième division. Ces clauses jouent également un rôle important dans la manière dont Tottenham aborde le marché des transferts et les renouvellements de contrats. Lorsqu'un nouveau joueur signe pour le club, ces conditions ne sont pas négociables, rapporte The Athletic. Cette transparence garantit que chaque membre de l'équipe est pleinement conscient des risques financiers liés à de mauvaises performances sur le terrain. Elle aide également le club dans ses négociations avec la Premier League concernant les règles de rentabilité et de viabilité (PSR), car elle démontre un plan clair de réduction des coûts en cas de baisse des revenus. La cohérence de ces clauses au sein de l'équipe évite les tensions dans les vestiaires liées à des « pénalités de relégation » disparates. De plus, l'existence d'une clause de réduction salariale de 50 % permet au club de conserver plus facilement ses atouts clés ou de les vendre à leur juste valeur marchande après une relégation.



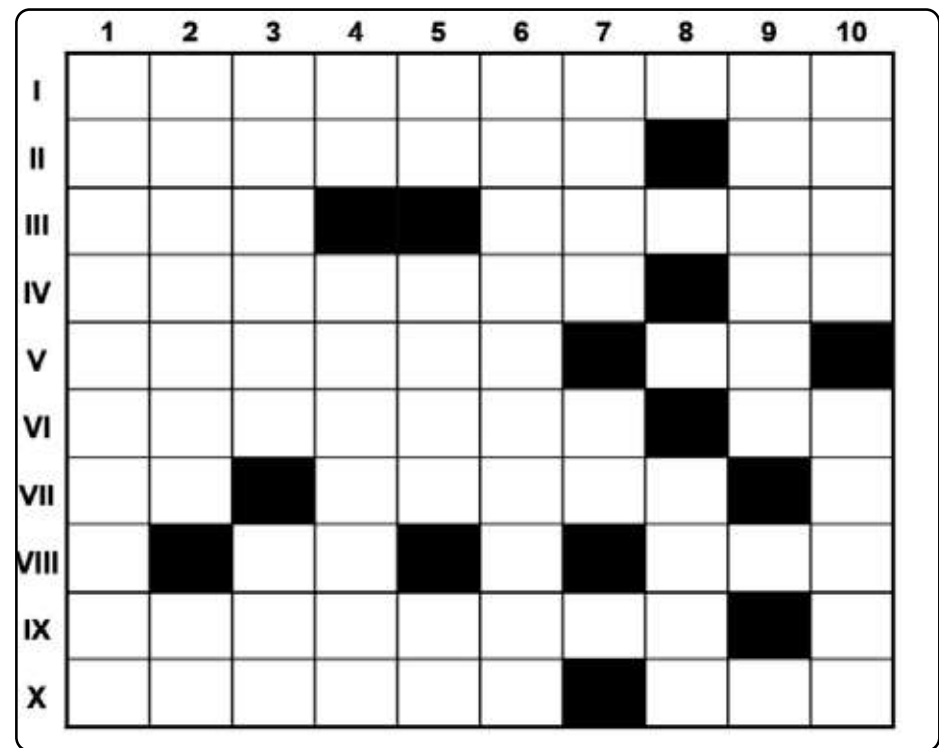
LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Garde-corps. II. Un symbole du compagnon maçon. Morceau de squelette. III. Mastic de garnissage. Précède Noël. IV. Une pièce quasi indispensable pour une maison bioclimatique. C'est moi qui parle. V. Publiai. Se jette dans l'Adriatique. VI. Château de poupe. Nanoseconde. VII. L'Equateur en ligne. Affluent de la Seine. VIII. Rapport en maths. Voie publique. IX. Entoure la cité médiévale. X. Abrita une manufacture et une école normale. Aigre.

VERTICALEMENT

1. Positions dominantes en architecture. 2. Ouvrage d'art et d'eau. Négation. 3. Pupitre. Vieille technique de télécommunication. 4. Europe abrégée. Bâtiment de peintres. 5. Strontium. L'OTAN outreAtlantique. C'est-à-dire que c'est du latin. 6. Héritage du passé. 7. Imagina. Au milieu du menu. 8. Pierre de construction. 9. Domine les fortifications. 10. Villa romaine à Tivoli. Une famille d'architectes allemands.



MOTS MÊLÉS

- CENTAURE

CERBERE

CHIMERE

CYCLOPE

DIINN

DRACULA

DRAGON

ELFE

FANTOME

FARFADET

GARGANTUA
- GARGOUILLE

GEANT

GOBELIN

GOLEM

GORGONE

GOULE

GRIFFON

HOBBIT

HYDRE

KORRIGAN

LICORNE
- LOUP

MELUSINE

MINOTAURE

MONSTRE

NAGA

NAIN

NIXE

NYMPHE

OGRE

ONDINE

PEGASE
- PSYCHE

SATAN

SIRENE

SORCIERE

SPHINX

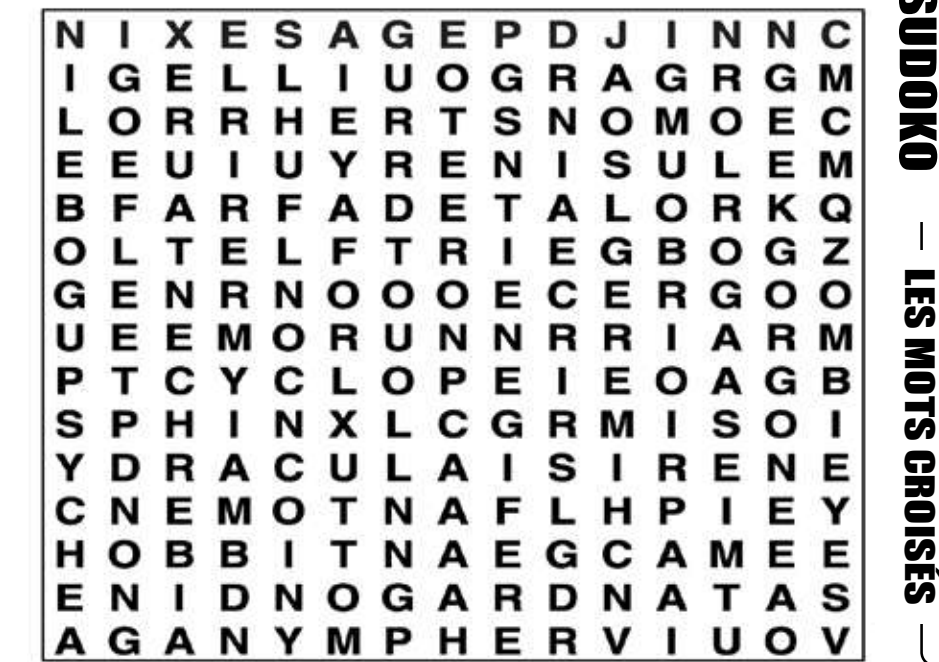
TROLL

VAMPIRE

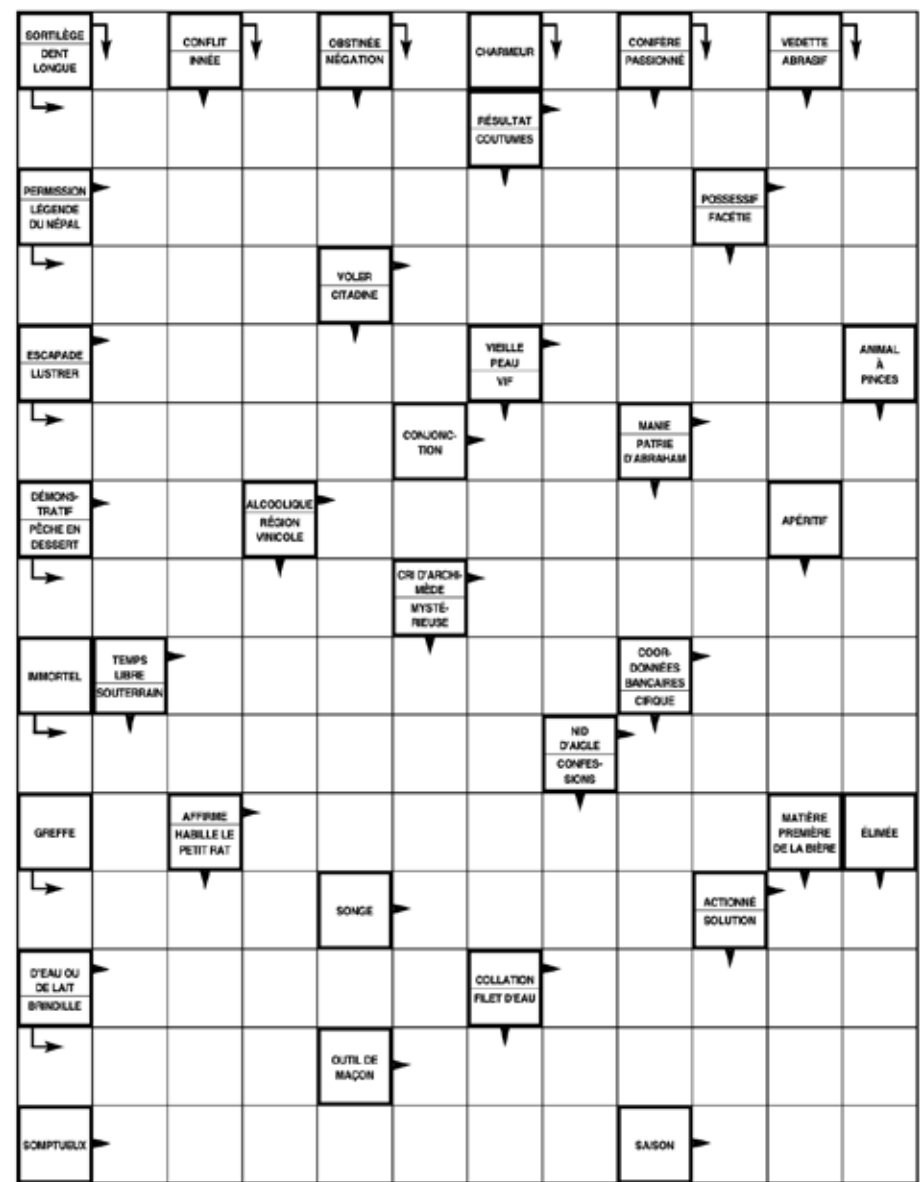
VOUIVRE

YETI

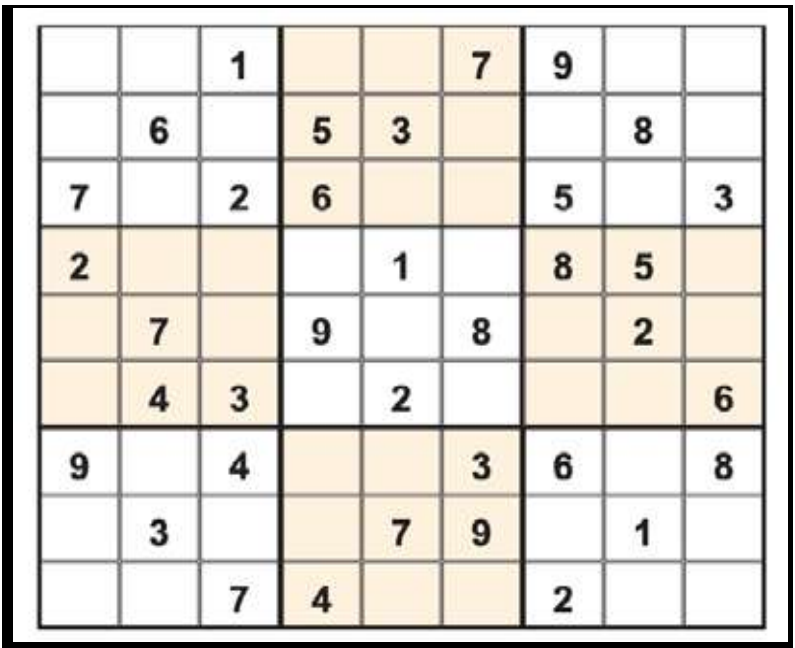
ZOMBIE



LES MOTS FLÉCHÉS



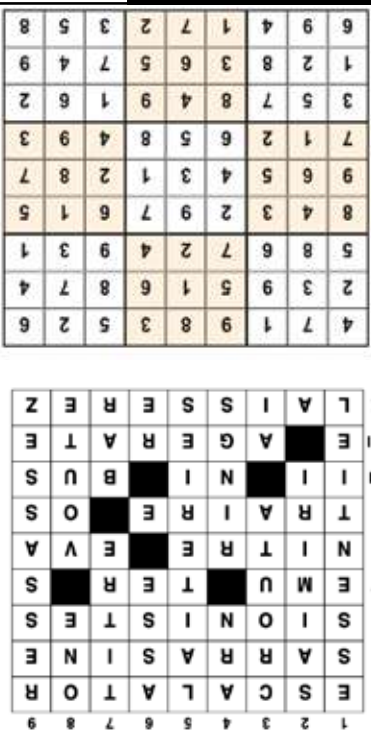
SUDOKO



SOLUTION
LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO — LES MOTS CROISÉS



Ramadhan à Alger

Tarek Djoudi fait vibrer le café Malakoff

Dans le cadre du Ramadhan, le café Malakoff à Alger a retrouvé dimanche soir son aura légendaire. Tarek Djoudi, jeune voix du chaâbi, a transformé ce lieu chargé d'histoire en scène ouverte, mêlant émotion, mémoire et participation du public. Une soirée où passé et présent se sont rencontrés dans la musique et la convivialité.



NASSIM TERKI

Dimanche soir, la basse Casbah a retrouvé un peu de sa magie d'antan. Le légendaire café Malakoff, célèbre pour avoir accueilli M'hamed El Anka, s'est transformé le temps d'une soirée en un lieu où la musique chaâbie résonnait avec force. Chaque coin du café, chaque table, semblait chargé de souvenirs. Les habitués étaient là, fidèles à leurs places, et de nouveaux spectateurs s'étaient glissés dans les espaces libres, attirés par le nom de Tarek Djoudi. Dès les premières notes, un silence respectueux s'est installé, vite remplacé par une chaleur et une énergie qui ont parcouru toute la salle. Djoudi a capté l'attention de tous. Sa voix, claire et maîtrisée, alternait entre mélodies douces et passages plus rythmés. Chaque chanson semblait raconter une histoire, faire vivre la mémoire de la Casbah, et rendre hommage aux grands maîtres du chaâbi. La musique a rapidement franchi les portes et les fenêtres. Les passants s'arrêtaient, curieux, cer-

tains se laissant emporter par la danse, d'autres applaudissant spontanément. Le café est devenu une scène ouverte, un lieu de partage et de fête. Le public participait, chantait et dansait, comme si chaque note de Tarek Djoudi lui appartenait. Chaque morceau semblait raconter quelque chose, les racines de la Casbah, l'histoire de la musique populaire et l'importance de la transmettre. L'ambiance mêlait émotion, souvenirs et joie collective. Ce dimanche, le café Malakoff a retrouvé son âme, celle d'un lieu où le passé et le présent se rencontrent grâce à la musique. Pour Tarek Djoudi, chanter au café Malakoff c'était avant tout, une rencontre avec l'histoire. L'atmosphère unique du lieu, chargée des souvenirs de M'hamed El Anka et de tous ceux qui ont fait vivre la Casbah, donnait à chaque morceau une profondeur particulière. La musique devenait un dialogue avec le passé, avec l'identité de la ville et avec le public attentif, transformant chaque chanson en une expérience collective et émotionnelle. L'énergie des spectateurs, leur connaissance et leur respect pour le chaâbi, nourrissaient sa performance. Pendant le Ramadhan, ce lien se fait

encore plus fort, la musique devient un espace de partage, où les applaudissements, les chants et parfois les pas de danse s'entrelacent pour créer un moment vivant et intime à la fois. Djoudi confie que cette interaction le pousse à se dépasser, à transmettre toute l'émotion que suscitent ces lieux historiques et leur mémoire. Ces concerts nourrissent également sa créativité et ses projets futurs. Ils lui rappellent l'importance de préserver et de transmettre la musique populaire algérienne. Chaque soirée devient un pont entre le passé et le présent, un moyen de rendre hommage aux racines tout en donnant à la jeunesse la chance de découvrir ces trésors. Le jeune chanteur espère ainsi que ces initiatives inspireront la relève et aideront à faire vivre durablement ce patrimoine. Au fil de la soirée, Tarek Djoudi a su rappeler que le chaâbi est un héritage précieux, vivant, qui continue de rassembler les générations. La fidélité et l'enthousiasme du public de la Casbah sont pour lui une source de motivation et de gratitude. Grâce à ces spectateurs attentifs, la musique chaâbie conserve sa force et sa beauté, et le café Malakoff retrouve sa place de lieu de mémoire et de fête.

Ouargla

Le cinéma s'invite dans les soirées de Ramadhan

À Ouargla, les soirées de Ramadhan se vivent cette année au rythme du 7e art. La direction de la Culture et des Arts de la wilaya a mis en place un programme de projections cinématographiques destinées au public dans plusieurs quartiers, offrant une approche culturelle de proximité et renforçant l'animation des espaces publics. Cette semaine, le centre culturel d'El Chott dans la commune d'Ain El Beida accueillera la projection du film Vacances de l'inspecteur Tahar, tandis que la résidence universitaire Salem Benyounès sera le lieu de diffusion de Taxi clandestin. À la résidence

Benamar, le public pourra découvrir Une famille comme les autres, et la placette de Haï Ennasr, en périphérie de la ville, accueillera Héliopolis. Selon Fatma Bekkara, directrice de la Culture, cette initiative, organisée en coordination avec le Centre national du cinéma et de l'audiovisuel, s'inscrit dans une volonté claire, rapprocher le cinéma des habitants, favoriser l'accès à la culture pour tous et animer les espaces publics à travers des activités à la fois éducatives et artistiques. En ouvrant le 7e art au cœur des quartiers, la wilaya d'Ouargla mise sur une dynamique culturelle de proximité, qui conjugue divertissement et transmission, et participe au rayonnement de la scène cinématographique nationale dans la région.

LA CINÉMATHÈQUE ALGÉRIENNE EN DEUIL

Djaâfar Ouali, n'est plus

Décédé dimanche dernier, Djaâfar Ouali laisse derrière lui plus de trente années d'engagement au service du septième art, incarnant la fidélité et le dévouement à l'une des institutions les plus emblématiques du patrimoine cinématographique national. Tout au long de sa carrière, Djaâfar Ouali a veillé, avec rigueur et discrétion, au bon déroulement des projections et à l'accueil du public. Sa présence quotidienne a contribué à préserver l'esprit et la

vocation de la Cinémathèque, faisant de chaque séance un moment de rencontre entre films et spectateurs, où la mémoire du cinéma algérien se transmet avec soin. Figure familière des cinéphiles et des professionnels du secteur, Djaâfar Ouali était reconnu comme un pilier de l'institution. Le réalisateur et producteur Bachir Derrais se souvient d'un homme « discret mais essentiel », qui faisait partie de « ces visages qui donnent une âme à un endroit ». Sa fidélité et son sérieux ont accompagné plusieurs générations d'artistes et de spectateurs, contri-

buant à faire vivre la Cinémathèque au rythme de ses projections et événements. Son héritage se poursuit également dans la famille : son fils, Mehdi Ouali, travaille aujourd'hui comme projectionniste au sein de la Cinémathèque, poursuivant ainsi une mission de transmission qui a été au cœur de l'engagement de son père. Avec le départ de Djaâfar Ouali, c'est une figure discrète mais indispensable du cinéma algérien qui disparaît, rappelant que les lieux culturels vivent grâce à ceux qui, dans l'ombre, en assurent la mémoire et le quotidien.

Raïna Raï embrase la salle Ibn Khaldoun

Dimanche soir, la salle Ibn Khaldoun d'Alger a vibré au rythme du légendaire Raïna Raï. Dans le cadre du programme spécial du mois de Ramadhan de l'Établissement Arts et Culture, le groupe a offert un concert intense, où nostalgie et énergie se mêlaient, devant une salle comble et enthousiaste. Depuis ses débuts, Raïna Raï a imposé un style moderne, mêlant sonorités traditionnelles, rock et influences gnawi. Dimanche, le groupe, mené par le guitariste Lotfi Attar, a confirmé sa place parmi les piliers du raï moderne. Dès les premières minutes, l'ambiance était électrique, les musiciens multipliaient les interventions dynamiques tandis que le public, jeune mais également composé de nostalgiques des années 1980 et 1990, répondait par des chants, des pas de danse et des applaudissements nourris.

La soirée a commencé sur un instrumental remixé de « Lehmam li rebbitou », qui a instantanément installé un ferveur collective. Le public a investi le devant de la scène, reprenant en chœur les titres qui ont fait la réputation du groupe. Le légendaire « Zina », toujours aussi vibrant, a fait l'unanimité, tandis que « Oued Chouli » a immédiatement mis le feu aux poudres, jouant sur la même énergie et la même verve qui avaient marqué les débuts de Raïna Raï.

L'apogée est arrivée avec « Ya Zina dirilatay », morceau qui a transformé la salle en véritable marée humaine. Guitare électrique incisive, envolées du saxophone, synthétiseur et percussions puissantes ont porté le public dans une effervescence totale.

Le concert a alterné moments d'explosion et respirations. « Til Tayla », tube intemporel du groupe, a ravivé la ferveur tandis que « Goumari » offrait un moment plus calme, permettant aux spectateurs de reprendre leur souffle avant que « Hakda Hakda » ne rallume l'enthousiasme général. Les danses, sifflots et applaudissements ont rythmé la soirée, montrant combien Raïna Raï, près d'un demi-siècle après sa création, continue de mobiliser et d'émouvoir.

Des titres comme « Goulou El Mama », « He! Mama Mayné », « Masralna » ou « Lala Fatima » ont été interprétés avec la même énergie, sous la conduite d'un Lotfi Attar infatigable, qui s'apprête à fêter ses 74 ans.

Rédaction Culture

Trait d'esprit

“Rester soi-même dans un monde qui tente constamment de te changer est le plus grand accomplissement.”

Ralph Waldo Emerson

Mark Shapiro, chargé d'affaires, de retour à Alger

Les États-Unis ont un nouveau représentant à Alger. Mark Shapiro, désigné chargé d'affaires par le président Donald Trump, a pris ses fonctions à l'ambassade américaine en Algérie. Cette nomination intervient dans le contexte d'un vaste remaniement diplomatique engagé par l'administration Trump depuis son retour à la Maison-Blanche en janvier 2025. En décembre dernier, près d'une trentaine de chefs de mission à travers le monde avaient été informés de la fin anticipée de leurs fonctions, parmi lesquels Elisabeth Moore Aubin, en poste à Alger depuis 2022. Dans un message publié sur les réseaux sociaux, l'ambassade a salué son arrivée, évoquant un « retour » à Alger. Mark Shapiro connaît en effet déjà le pays pour y avoir exercé dans les années 2000. Avant cette nouvelle affectation,

il occupait les fonctions de chargé d'affaires à l'ambassade des États-Unis à Malte. Au moment d'annoncer les changements diplomatiques opérés en décembre, le Département d'État avait rappelé qu'un ambassadeur est « le représentant personnel du président » et qu'il relève de la prérogative présidentielle de s'assurer que ses envoyés à l'étranger mettent en œuvre les orientations de sa politique, notamment dans le cadre du programme « America First ». Le départ d'Elisabeth Moore Aubin marque la fin d'un mandat actif en Algérie. Au-delà de ses fonctions diplomatiques, elle s'était distinguée par une présence régulière sur le terrain, multipliant les déplacements à travers le pays et mettant en avant le patrimoine culturel et touristique algérien.

Aïn El Fouara

La célèbre statue va retrouver sa splendeur

Le ministère de la Culture et des Arts a annoncé hier l'envoi immédiat d'une équipe technique spécialisée du musée public national de Cherchell vers la wilaya de Sétif pour lancer sans délai les travaux de restauration de la fontaine Aïn El Fouara, victime d'un récent acte de vandalisme. Sur instruction directe de la ministre Malika Bendouda, les experts ont entamé une intervention minutieuse. Elle porte sur la réinstallation des parties abîmées, le traitement des fissures et la consolidation des structures, le tout selon les normes scientifiques et techniques internationales les plus avancées en matière de conservation patrimoniale. Tout sera entrepris pour redonner au monument son aspect original, préserver sa valeur esthétique et historique, et garantir sa pérennité pour les générations futures. Le ministère a par ailleurs rappelé que toutes les procédures judiciaires

nécessaires ont été engagées pour poursuivre les responsables de cet acte de vandalisme, conformément à la législation en vigueur sur la protection des biens culturels. Une enquête est en cours afin d'identifier et de sanctionner les auteurs, dans un contexte où ce monument a déjà subi plusieurs attaques similaires au fil des années. Au-delà de la réponse immédiate, le département de la Culture lance un appel solennel aux citoyens et à la société civile. Il invite chacun à veiller sur ce patrimoine commun, symbole de l'histoire et de l'identité sétifienne, et à contribuer à sa sauvegarde collective face aux actes de destruction gratuite. Inlassablement restaurée après chaque agression, la statue d'Aïn El Fouara, œuvre du sculpteur français Francis de Saint-Vidal installée en 1899, continue de trôner au cœur de la ville, rappelant avec force la résilience du patrimoine algérien face aux outrages.

Saisie de 1,5 kg de drogue et arrestation de deux suspects à Béjaïa

Une nouvelle opération menée avec succès par la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) de Béjaïa a permis de mettre la main sur deux frères impliqués dans le trafic de drogue. Près de 1,5 kg de kif traité ont été saisis lors de cette intervention, comme l'a indiqué un communiqué du Bureau de communication de la Sûreté de la wilaya de Béjaïa. Cette intervention découle d'informations signalant que les deux individus conservaient une quantité importante de drogue, précisément du kif traité, au sein de leur domicile familial situé à Ighil Ouazzoug. Suite à des investigations approfondies, l'identité, l'adresse des suspects ainsi que leur localisation précise ont été confirmées. Les deux hommes ont été appréhendés autour de 21 heures près de leur

logement. Une perquisition effectuée dans un entrepôt attenant à leur domicile a permis aux autorités de mettre la main sur 14 plaques de kif traité, d'un poids total estimé à 1 480 grammes. En plus de cette drogue, les agents ont découvert des psychotropes de type prégabaline, un outil tranchant portant des traces de découpe de stupéfiants, ainsi qu'une somme d'argent en monnaie locale, suspectée de provenir de la vente de produits illicites. Présentés devant les instances judiciaires compétentes pour trafic et vente illégale de stupéfiants, les deux suspects ont été soumis à une procédure de comparution immédiate. À l'issue de cette dernière, un mandat de dépôt a été délivré à leur encontre.

Idir M.

Drame à Naâma : un mort et 29 blessés dans le renversement d'un bus

Un bus reliant Chlef à Béchar s'est renversé hier aux premières heures de la matinée sur la RN6, à hauteur de Moghrar, faisant un mort et 29 blessés. L'accident s'est produit vers 2 h 55. Les secours de la Protection civile, arrivés rapidement sur place, ont pris en charge les victimes.



Une personne est décédée sur le coup et 29 passagers blessés, évacués vers l'hôpital local. Le corps a été transféré à la morgue. Une enquête est ouverte pour déterminer les causes exactes de ce drame sur un axe routier connu pour sa dangerosité.

Séisme de magnitude 3,3 à Bouira

Une secousse sismique d'une magnitude de 3,3 sur l'échelle de Richter a été enregistrée ce lundi à 21 h 22 dans la wilaya de Bouira, selon un communiqué du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre a été situé à 3 kilomètres au sud-est de Garouma, dans la même région, précise le rapport.

L'EXPRESS

VIANDES ROUGES

Arrivée de 6 377 têtes ovines en provenance d'Espagne au port de Bejaïa

Le port de Béjaïa a récemment accueilli un navire en provenance d'Espagne, transportant 6 397 ovins, dans le cadre des efforts visant à approvisionner le marché national en viandes rouges et à garantir une large disponibilité de ces produits à travers tout le pays.

PAR IDIR MEHDAOUI

Cette initiative s'inscrit dans le programme national visant à renforcer la sécurité alimentaire, en veillant à assurer un approvisionnement régulier en produits essentiels, notamment les viandes rouges, qui sont de plus en plus demandées. Par cette démarche, les autorités publiques témoignent une fois de plus de leur engagement à maintenir la stabilité des prix et à prévenir les déséquilibres entre l'offre et la demande pour protéger les intérêts des consommateurs. Les opérations liées à l'accostage et au déchargement se sont déroulées dans un cadre organisationnel précis, grâce à la mobilisation des ressources logistiques et humaines nécessaires par l'administration portuaire. Cela a permis une prise en charge rapide de la cargaison et une réorientation efficace vers les circuits de distribution agréés. Les répartitions des quantités sont effectuées selon un plan de distribution qui prend en compte les besoins spécifiques de chaque région, afin de couvrir équitablement l'ensemble du territoire. Cette opération illustre à nouveau le rôle crucial du port de Béjaïa dans le soutien à l'éco-



nomie nationale. Il accompagne les programmes publics tant sociaux qu'économiques, tout en contribuant activement à un approvisionnement constant du marché et au service des citoyens ainsi qu'à la stabilité économique du pays. Selon le PDG de Frigo Viande, filiale d'Alviar (l'Algérienne des viandes rouges), un total de 6 377 bovins a été importé d'Espagne. Après leur arrivée, ces animaux ont été soumis à une période obligatoire de repos et de contrôle vétérinaire avant leur distribution. Parmi eux,

1 000 têtes ont été attribuées à Tazmalt, 4 177 à Amizour et 1 200 à la wilaya de Bordj Bou Arreridj. De son côté, le directeur du commerce de la wilaya de Béjaïa, M. Ghali Sid Ahmed, contacté par téléphone, a précisé que, suite à l'attribution du quota destiné à la wilaya, des mécanismes rigoureux sont mis en place pour garantir une répartition équilibrée des quantités vers les différents points de vente et marchés locaux. Tout cela est effectué dans le respect strict des prix réglementés. ■

Visite de travail de la ministre Nassima Arhab à Tizi Ouzou

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, s'est rendue ce mardi à Tizi-Ouzou, où elle a mis l'accent sur la nécessité de rendre les formations dispensées conformes aux spécificités de l'environnement socio-économique local. En visitant plusieurs établissements de formation, elle a appelé les responsables locaux à intensifier leurs efforts afin d'aligner les formations en entrepreneuriat sur les caractéristiques socio-économiques de la région. Selon elle, la wilaya, réputée pour son dynamisme entrepreneurial, possède des caractéristiques et des opportunités qui exigent une adaptation des programmes de formation ac-



tuels, tout en anticipant les besoins futurs à moyen et long termes. À ce jour, 180 stagiaires ont été formés dans les trois centres dédiés à l'entrepreneuriat présents dans la wilaya, qui comptent au

total 437 inscrits. Lors de sa visite, la ministre a également inauguré une formation de guide touristique, développée en partenariat avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat ainsi que les autorités locales. Elle s'est ensuite rendue à l'Entreprise nationale des industries de l'électroménager (ENIEM), un acteur économique impliquant plusieurs diplômés issus du secteur de la formation professionnelle. La wilaya de Tizi-Ouzou dispose de 40 structures dédiées à la formation professionnelle, parmi lesquelles figurent sept instituts nationaux spécialisés (INSFP), un institut d'enseignement professionnel et 32 centres de formation professionnelle (CFPA). ■